



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 28 JUIN 1913.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1765

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du treizième jour de juin 1913, de nommer M. V. A. Vézina, médecin, de la paroisse de Saint-Alexandre, comté de Kamouraska, et M. Joseph Langlais, médecin, de la paroisse de Trois-Pistoles, comté de Témiscouata, coroner conjoint pour le district de Kamouraska. 2639

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du douzième jour de juin 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Saint-François, MM. Irvin J. Porter, dentiste, Robert H. Stevenson, médecin, J. Eugène Guilmette, marchand, et Joseph Maason, marchand, tous du village de Danville, comté de Richmond. 2637

Québec, 23 juin, 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 20 juin 1913, de nommer monsieur Francis alias François Jacques, conseiller de la municipalité de Saint-Louis-de-Blandford, comté d'Arthabaska, en remplacement de M. Léodore Héon, en vertu des dispositions de l'article 329 du code municipal. 2643

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 28th JUNE, 1913.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1768

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirteenth day of June, 1913, to appoint Mr. V. A. Vézina physician, of the parish of Saint Alexandre, county of Kamouraska, and Mr. Joseph Langlais, physician, of the parish of Trois Pistoles, county of Témiscouata, joint coroner for the district of Kamouraska. 2640

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth day of June, 1913, to associate to the commission of the peace for the district of Saint Francis Mr. Irvin J. Porter, dentist, Robert H. Stevenson, physician, J. Eugène Guilmette, merchant, and Joseph Maason, merchant, all of the village of Danville, county of Richmond. 2638

Quebec, 23rd June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 20th June instant, to appoint Mr Francis alias François Jacques, councillor of the municipality of Saint Louis de Brandford, county of Arthabaska, in the place and stead of Mr Léodore Héon, under the provisions of article 329 of the municipal code. 2644

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec.
L. S.

F. LANGEIER

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-sept mai mil neuf cent treize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au huit juillet prochain ;

A CES CAUSES. Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le vingt-sept mai courant ; vous convoquons par les présentes pour le HUIT JUILLET prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons ce vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI. Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN. Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGEIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingtième jour de mai, l'an de grâce mil neuf cent treize, et de Notre règne le quatrième

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
Québec,
L.-P. GEOFFRION.

1365

Avis du Gouvernement

No 975.13.

Québec, 23 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 19 juin, 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Rivière-à-la-Martre, comté de Gaspé, tout l'arrondissement No 2 et borné comme suit, savoir : à l'est par la grande ligne qui sépare le canton Duchesnay du canton Christie ; à l'ouest par la ligne qui sépare MM. Edgar Caisse et Emile Auclair, située sur le lot No 44 ; au nord par la ligne qu'il y a à la moitié de la Montagne, en montant vers le sud, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Mont-Martre".

No 495-12.

Québec, 23 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 19 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Témiscamingue, comté de Témiscamingue, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton de Guigues, les Nos 52 et suivants, jusqu'à la Rivière-des-Quinze, des rangs III, IV, V, VI et VII, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Notre-Dame-des-Quinze".

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

F. LANGEIER

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty seventh May, one thousand nine hundred and thirteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the eighth July next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the twenty seventh May instant, and hereby convene you for the EIGHTH of JULY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGEIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twentieth day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

1366

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery
Quebec.

Government Notices

No. 975.13

Québec, 23rd June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order dated the 19th June, 1913, to detach from the school municipality of Rivière-à-la-Martre, county of Gaspé, the whole of the school district No. 2 and bounded as follows, to wit : on the east by the main division line between township Duchesnay and township Christie, on the west by the division line between Messrs Edgar Caisse and Emile Auclair, situate on lot No. 44 ; on the north by a line half way up the Mountain, ascending towards the south, and to erect the whole of the said territory into a separate school municipality under the name of Mont-Martre.

No. 495-12.

Québec, 23rd June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by an order dated the 19th June, 1913, to detach from the school municipality of North Temiscaming, county of Temiscaming, the lots bearing on the official cadastre of the township of Guigues, the numbers 52 and following numbers, to Rivière-des-Quinze, of ranges III, IV, V, VI and VII, and to erect the whole of the said territory into a separate school municipality, under the name of "Notre-Dame-des-Quinze".

No 1108-12.

Québec, 23 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 19 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Côte-Saint-Michel, comté de Laval, l'arrondissement No 1, dans lequel se trouve la paroisse de Saint-Bernardin, et qui comprend les lots Nos 332 à 368 inclusivement, du cadastre officiel du Sault-au-Récollet, les lots Nos 438 à 486 inclusivement, du dit cadastre, plus les parties des lots Nos 487 et 490 du même cadastre, comprises entre le chemin St-Michel et la ligne de l'avenue Jarry (33ième avenue), et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Bernardin de Montréal.

No 706.13.

Québec, 23 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 19 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Joseph-de-Lepage, comté de Matane, les lots Nos 1 à 6 inclusivement, du 4ième rang, et les Nos 112 à 122 inclusivement, du 5ième rang, tous du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Donat, comté de Rimouski, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Donat, comté de Rimouski. 2659

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée par H. Duval et autres, dans le comté de Saint-Maurice, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de la paroisse des Trois-Rivières" et que son principal siège d'affaires est en la paroisse des Trois-Rivières.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, ce vingt-troisième jour du mois de juin mil neuf cent treize.

JOS. ED. CARON,

2645 Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

Avis est par le présent donné que "The Canadian Surety Company", de Toronto, Ont., a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province, d'assurance en garantie le ou après le treizième jour de juin 1913.

Les nom et adresse du principal agent pour la province de Québec, sont A. F. Gault, 263, Saint-Jacques, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce treizième jour de juin 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 2523.2

Avis est par le présent donné que "L'Association de Prévoyance et de Secours Mutuels des Bouchers de Montréal" a été licenciée et enregistrée comme société de secours mutuels, pourvoyant aux bénéfices à la maladie et à la mort de ses membres.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce douzième jour de juin 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 2525.2

No. 1108-12.

Quebec, 23rd June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order dated the 19th June, 1913, to detach from the school municipality of "Côte Saint-Michel", county of Laval, district No. 1, in which the parish of Saint Bernardin, is situate and which comprises the lots Nos. 332 to 368 inclusively, of the official cadastre of Sault-au-Récollet, the lots Nos. 438 to 486 inclusively, of the said cadastre, plus the portions of the lots Nos. 487 to 490, of the same cadastre, comprised between Saint Michel road and the line of Jarry avenue (33rd avenue), and to erect the whole of the said territory into a separate school municipality, under the name of Saint Bernardin-de-Montréal.

No 706.13.

Quebec, 23rd June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order dated the 19th June, 1913, to detach from the school municipality of Saint-Joseph-de-Lepage, county of Matane, the lots Nos. 1 to 6 inclusively, of the 4th range, and the lots Nos. 112 to 122 inclusively, of the 5th range, all of the official cadastre of the parish of Saint Donat, county of Rimouski, and to annex this territory to the school municipality of Saint Donat, county of Rimouski. 2660

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been constituted by H. Duval and others, in the county of Saint Maurice, under the name of "Parish of Three Rivers Cooperative Agricultural", with its chief place of business in the parish of Three Rivers.

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this twenty third day of the month of June, one thousand nine hundred and thirteen.

JOS. ED. CARON,

2646 Minister of Agriculture and Roads.

Notice is hereby given that "The Canadian Surety Company", of Toronto, Ont., has been registered to transact in this province, the business of guarantee insurance, on and after the thirteenth day of June, 1913.

The name and address of the chief agent is A. F. Gault, 263, Saint James street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, S. R. P. Q., 1909, this thirteenth day of June, 1913.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2524

Notice is hereby given that "L'Association de Prévoyance et de Secours Mutuels des Bouchers de Montréal" has been licensed and registered as a mutual benefit society for the purpose of providing sickness and death benefits to its members.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twelfth day of June, 1913.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2526

Avis est donné au public que, en vertu de la des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Louis Dupuis, J. M. Gustave Poirier, Jos. Philippe Dupuis, G. Napoléon Monty, tous marchands de bois, les deux premiers de Montréal, les deux autres de Verdun, et Philibert Morin, contremaître, de Verdun, dans les buts suivants :

Acquérir par achat ou autrement, détenir ou donner à bail, vendre ou autrement trafiquer des limites à bois, du bois debout, des pouvoirs d'eau et emplacements pour moulins ;

Acheter, acquérir, posséder et exploiter des moulins à scie et à raboter des moulins à pulpe et à papier et faire tout commerce en découlant ou s'y rattachant généralement, manufacturer des portes, châssis, persiennes, jalousies, fixtures et ornements de maisons en général et des meubles de toute sorte ;

Manufacturer des voitures, chaises et véhicules de toutes sortes, des boîtes et caisses de tous genres et s'occuper de la manufacture et du commerce de tous les produits, marchandises et articles dont la partie composante sera de bois, de papier ou pulpe ;

Contracter avec une personne ou une société pour bâtir et faire tous travaux privés et publics et entreprises de tous genres et faire le commerce de contracteurs généraux ;

Acheter, prendre à bail, ou acquérir autrement, vendre ou louer ou disposer autrement d'aucun et de tout brevet, invention, marque de commerce, nom de commerce se rattachant ou applicable aux fins de la compagnie ;

Entrer dans des entreprises, avoir des intérêts communs ou faire toute entente pour le partage des profits ou autrement avec quelconque se livrer ou est sous le point de se livrer à un commerce analogue à celui que la compagnie sera autorisé à faire ;

Acquérir par achat, bail ou autrement et prendre avec (as a going concern) le commerce établi dans le quartier Saint-Paul, ville de Montréal, province de Québec, par Dupuis & Poirier, une société commerciale ordinaire, de même acquérir et posséder tout autre commerce établi par une autre personne ou tout corps constitué en corporation de nature semblable à celui pour lequel autorisation est donnée à Dupuis & Poirier Incorporé, et d'émettre des parts acquittées sous le nom de "Dupuis-Poirier Incorporé," pour le paiement partiel au total du prix d'achat ou du loyer résultant de ces transactions ;

Acquérir des terrains non bâtis, dans le but de les bâtir et de les revendre ainsi bâtis, sous le nom de "Dupuis & Poirier, Incorporé", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2629

Sous secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1913, incorporating Messrs. Louis Dupuis, J. M. Gustave Poirier, Jos. Philippe Dupuis, G. Napoléon Monty, all lumber merchants, the two former of Montreal, and the two latter of Verdun, and Philibert Morin, foreman, of Verdun, for the following purposes :

To acquire by purchase or otherwise hold, lease, sell or otherwise deal in timber limits, standing timber, water powers and emplacements for mills ;

To purchase, acquire, hold and operate saw and planing mills, pulp and paper mills, and carry on any business derived therefrom or connected therewith generally, and manufacture doors, windows, blinds, shutters, house fixtures and ornaments generally and furniture of all kinds ;

To manufacture carriages, chairs and vehicles of all kinds, boxes and cases of every sort and deal in and manufacture any products, merchandise and articles into which wood, paper or pulp enter as a component part ;

To contract with any person or firm to build and carry on any private and public undertakings and carry on business as general contractors ;

To purchase, hire or otherwise acquire, sell, lease or otherwise dispose of any patent, invention, trade mark, trade name in connection with or applicable to the purposes of the company ;

To enter into undertakings, have common interest or enter into any agreement for the sharing of profits or otherwise with any one engaged in or about to engage in a similar business to that which the company is authorized to carry on ;

To acquire by purchase, lease or otherwise and take over as a going concern the business established in Saint Paul ward, town of Montreal, province of Quebec, by Dupuis & Poirier, on ordinary commercial partnership, and also acquire and hold any other business established by any other person or incorporated body of a similar nature to that for which authorization is given to Dupuis & Poirier Incorporé, and to issue paid up shares under the name of "Dupuis & Poirier Incorporé", for the part or total payment of the purchase price or the rental resulting from the said transactions ;

To acquire vacant lands for the purpose of building on and reselling same when thus built on under the name of "Dupuis & Poirier Incorporé", with a capital of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2630

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Louis Napoléon Dupuis, bourgeois, Joseph Howard Armitage, gérant, Alfred Allard, courtier, John Howard Goodman, contracteur, James Patrick Grace, courtier, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir des biens immobiliers, les exploiter et faire valoir et en disposer en tout ou en partie ;

Subdiviser conformément à la loi les biens immobiliers acquis et les louer ou aliéner en tout ou en partie ;

Faire conformément à la loi toutes sortes de constructions sur ces terrains et les louer ou aliéner en tout ou en partie ;

Acquérir des biens mobiliers et les louer ou aliéner en tout ou en partie ;

S'obliger et emprunter avec ou sans garanties privilégiées ou hypothécaires ;

Administrer ses propres affaires ;

Contracter, transiger, obliger, prêter avec ou sans garanties privilégiées ou hypothécaires, prendre privilèges ou hypothèques et en donner main-levée avec ou sans considérations ;

Transporter, cautionner ou garantir pour les fins des entreprises de la dite compagnie ;

Convenir et stipuler des taux d'intérêts dans les limites permises par la loi ;

Poursuivre et être poursuivi, contester, appeler, autoriser, échanger, se faire représenter, régler et généralement faire tous les actes et opérations nécessaires pour conduire leur entreprise à bonne fin, sous le nom de "La Compagnie Générale d'Immeubles, Limitée", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce seizième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

2631

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1913, incorporating Messrs Louis Napoléon Dupuis, bourgeois, Joseph Howard Armitage, manager, Alfred Allard, broker, John Howard Goodman, contractor, James Patrick Grace, broker, all of Montreal, for the following purposes :

To acquire immoveable property, exploit, turn to account and dispose of the same, in whole or in part ;

To subdivide, according to law, the immoveable property acquired and lease or alienate same in whole or in part ;

To erect according to law all kinds of structures upon such lands and lease or alienate the same in whole or in part ;

To acquire immoveable property and lease or alienate same in whole or in part ;

To bind the company and borrow with or without privileged or hypothecary securities ;

To manage its own affairs ;

To contract, transact, assume, loan with or without privileged or hypothecary securities, take privileges or hypothecs, and give "main levée" for same with or without consideration ;

To convey, give surety or guarantee for the purposes of the undertakings of the company ;

To agree upon and fix the rates of interests within legal limits ;

To sue and be sued, contest, appear, authorize, exchange, appoint representatives, settle and generally do all the acts and operations necessary for the proper carrying out of their undertaking, under the name of "La Compagnie Générale d'Immeubles Limitée", with a capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this sixteenth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

Duputy Provincial Secretary.

2632

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Napoléon Turcot, maître plombier, Ovila Hogue, commerçant, Evangéliste Lalonde, maître forgeron, Louis Aquila Carrière, manufacturier, et Charles Wilbrod Rocheleau, courtier en assurance, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Communiquer, contracter, transiger, faire toutes conventions qu'ils jugeront à propos, avec toutes compagnies, corporations, associations, sociétés, autorisés à faire des opérations d'assurances sur la vie et contre les accidents, contre le feu, la foudre, le vent, contre les maladies, les bris de glaces, des chaudières à vapeur, les

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1913, incorporating Messrs. Napoléon Turcot, master-plumber, Ovila Hogue, trader, Evangéliste Lalonde, master blacksmith, Louis Aquila Carrière, manufacturer, and Charles Wilbrod Rocheleau, insurance broker, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To correspond, contract, transact and enter into any agreements deemed convenient, with any companies, corporations associations and firms authorized to carry on the business of life, accidents, fire, lightning, wind, sickness, plate glass, boiler, live stock, automobile, guarantee and surety insurance and generally with any cor-

animaux, les automobiles, de garanties ou de cautionnement, et en général avec toutes corporations, associations, sociétés assumant toutes sortes de risques autres que les risques maritimes;

Soliciter, obtenir, accepter, signer, transporter, résilier, annuler, payer, acquitter pour le compte et bénéfice de telle compagnie, corporation, association, société et sans obliger personnellement, toute police d'assurance évaluée ou a découvert, toute offre et toute proposition d'assurance, recevoir, recouvrer par voie de justice ou autrement le montant de toute prime et en donner quittance, donner, recevoir, contrôler comme arbitres ou autrement, le montant de toute prime et en donner tout avis, toute réclamation et toute preuve se rapportant à telle réclamation, et en général, agir avec tout assuré ou toute autre personne comme les mandataires de telle compagnie, corporation, association ou société dans les limites de leur pouvoirs ou mandats;

Exiger de telle compagnie, corporation, association, société, toute rémunération convenue ou établie par les usages en matière d'assurance, et à en poursuivre le recouvrement en justice;

S'associer, ou faire toute convention qu'ils jugeront à propos avec toute personne, compagnie ou association s'occupant du courtage d'assurance, et fixer leur part ou rémunération;

Acquérir, posséder, disposer comme bon leur semblera de tout local, papeterie et enseignes pour les fins ci-dessus mentionnées;

Et en général, agir comme courtier ou agents d'assurance et faire toute chose se rapportant à la dite profession de courtier ou agents d'assurance;

En plus, acquérir, posséder, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger ou autrement disposer pour leur propre compte de toutes propriétés mobilières et immobilières ou aucun intérêt ou droit en icelles. Négocier entre toute personne, compagnie ou association, tout achat, vente, transport, échange, cession de toutes propriétés mobilières et immobilières ou d'aucun intérêt ou droit en icelles, exiger de telle personne, compagnie ou association, toute commission ou rémunération convenue ou fixée par l'usage ou la loi, et en général, faire toute chose se rapportant plus spécialement au commerce des immeubles, sous le nom de "Agence Générale d'Assurance, Limitée", avec un capital de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2635

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1913, constituant en corporation MM. Eugène Julien, commerçant et industriel, Dolor Adélarde Gauvreau, comptable, Joseph Olida Lagueux, comptable, Paul Louis Boutet, teneur de livres, Joseph Adélarde Boutet, commis, Joseph Emile Drouin, voyageur de commerce

corporations, associations and firms assuming all kinds of risks other than marine risks;

To solicit, obtain, accept, sign, transfer, cancel, annul, pay and liberate for the account and benefit of any such company, corporation, association, firm and without assuming any personal liability, any valued or open insurance policy, insurance offer or proposition recover by law or otherwise the amount of any premium and give receipt therefor, give, receive, control as arbitrators or otherwise, the amount of any premium and give notice thereof any claim and any evidence concerning such claims and generally deal with any policy holder or any other person as the representative of any such company, corporation, association or firm within the limits of their powers and mandates;

To exact from such company, corporation, association or firm the payment of any fee agreed upon or fixed by custom in insurance matter and to sue for the payment thereof;

To enter into partnership or into any agreement deemed proper with any person, company or association engaged in the business of insurance broker and to fix their share or fees;

To acquire, hold and dispose of any premises, stationery and signs for the above mentioned purposes as the company may deemed fit;

Generally to act as insurance broker or agents and do any other thing connected with the business of insurance broker or agents;

Moreover, to acquire, hold, sell, convey, lease, hypothecate, exchange or otherwise dispose for their own account, of moveable or immoveable property or any interest or rights therein, or thereupon, exact from any such person, company or association the payment of any commission or fee agreed upon or fixed by custom or law, and generally do anything specially relating to the real estate business, under the name of "Agence Générale d'Assurance Limitée" with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business of the company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of June, 1913.

C. J. SIMARD

2636

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1913, incorporating Messrs. Eugène Julien, trader and manufacturer, Dolor Adélarde Gauvreau, accountant, Joseph Olida Lagueux, accountant, Paul Louis Boutet, book-keeper, Joseph Adélarde Boutet, clerk, Joseph Emile Drouin, commercial traveler,

Samuel Fleury, voyageur de commerce, Joseph Rosaire Bélanger, agent de publicité, Frederic Canac Marquis, industriel, Louis Canac Marquis, industriel, tous de la cité de Québec dans les buts suivants :

Faire le commerce et exercer l'industrie d'imprimeur, de relieur et d'éditeur, et faire tous les ouvrages et opérations s'y rapportant, tels que travaux d'impression, de gravure, de lithographie, d'électrotypie, de clichage, de relieure, et autres concernant la publication des livres, brochures, journaux, revues, feuilles ou placards d'annonce, leur vente et leur distribution ;

Editer, publier et vendre des livres, revues, journaux, feuilles ou placards d'annonce ou de propagande, et tout ouvrage se rapportant à leur commerce et à leur industrie ;

Acquérir, posséder, louer, vendre et aliéner des établissements et boutiques d'imprimerie, de gravure en tout genre, et de relieure, des droits d'auteur et droits de propriété d'ouvrages, de livres, de revues et de journaux, des machines, du matériel, et des biens mobiliers et immobiliers jugés utiles à leur commerce et à leur industrie ;

Emprunter de l'argent et en garantir le paiement par bons, débetures, hypothèques ou autrement ;

Acheter, acquérir et posséder, en tout ou en partie, les affaires, le commerce, stock, actif et passif de toute personne ou compagnie faisant des affaires semblables, et en payer le prix soit en argent soit en parts acquittées dans le capital-actions de la compagnie, ou partie en argent et partie en parts acquittées ;

Vendre et aliéner à quelque titre que ce soit les droits, entreprises et propriétés de la compagnie en tout ou en partie, pour deniers ou valeurs, aux termes et conditions qui seront jugés convenables ;

Emettre, attribuer et livrer à toute personne, société ou compagnie, des parts ou actions acquittées dans le capital-actions de la compagnie en paiement des services rendus, d'effets, marchandises, valeurs ou crédits fournis, et de toutes franchises, entreprises, propriétés, débetures, valeurs, garanties, créances, droits, privilèges, hypothèques, lettres patentes et licences que cette compagnie pourra acquérir, et de toutes dettes ou obligations qu'elle pourra contracter ;

Se fondre avec toute autre compagnie ayant un objet en tout ou en partie analogue ;

Faire le commerce et les affaires qui peuvent être accessoires aux objets susdits, ou s'y rattacher, et que la compagnie peut avoir l'occasion de faire dans la mise en opération de ses pouvoirs, l'exploitation de ses industries et l'exercice de son commerce, sous le nom de "Compagnie de Publication du Bulletin de la Ferme", avec un capital de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cent (100) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2633

Sous-secrétaire de la province.

Samuel Fleury, commercial traveler, Joseph Rosaire Belanger, advertising agent, Frederic Canac-Marquis, manufacturer, Louis Canac-Marquis, manufacturer, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business and trade of printers, book-binders and editors, and carry on any other works and operations incidental thereto, such as printing, engraving, lithographing, electrotyping, stereotyping, binding and other works and operations concerning the publication of books, pamphlets, newspapers, reviews, posters or advertising bills, sale and distribution thereof ;

To edit, publish and sell books, reviews, newspapers, posters or advertising bills and any works connected with their business and trade ;

To acquire, hold, lease, sell and alienate plants and shops for printing, engraving of all kind and book-binding, copy-rights and rights of ownership for works, books, reviews and newspapers, any machinery and equipment moveable and immoveable property, deemed proper for their business and trade ;

To borrow money and guarantee the payment thereof by means of bonds, debentures, hypothecs or otherwise ;

To purchase, acquire and hold, in whole or in part, the business stock, assets and liabilities of any person or company carrying on a similar business and to pay the price thereof in cash or paid up shares of the company or partly in cash and partly in paid up shares ;

To sell and alienate under any title whatever the rights, undertakings and property of the company, in whole or in part, for cash or securities on the terms and conditions which may be deemed convenient ;

To issue, allot and hand over to any person, firm or company paid up shares or stock in the capital stock of the company in payment for services rendered, goods, merchandise, securities or credentials given and for any franchises, undertakings, property, debentures, stock, securities, credentials, rights, privileges, hypothecs, letters patent and licenses which this company may acquire and for any debts and liabilities it may incur ;

To amalgamate with any other company having any similar object in whole or in part ;

To carry on any trade or business which may be an accessory to or connected with the above objects and which the company may enter into for the carrying out of its powers, the exploitation of its industries and the exercising of its trade, under the name of "Compagnie de Publication du Bulletin de la Ferme", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one hundred (100) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2634

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Napoléon E. Clément, marchand, Isaïe Trudel, inspecteur, François Xavier Lacoursière, avocat, Armand Dauplaise, commis, Marie Aurélie St. Arnaud, épouse séparée de biens de N. E. Clément, dûment autorisée, tous de la cité des Trois-Rivières, dans les buts suivants :

Faire le commerce de provisions, grains, foin et généralement le commerce de tous les produits de la ferme ;

Faire le commerce d'épicerie en général et de tous les effets de commerce compris dans l'épicerie ;

Faire le commerce en gros et en détail du beurre, fromage, du lait, de la crème sous toutes ses formes ;

Faire le commerce de fournitures pour les beurrieres, fromageries et importer, acheter et vendre tous les articles s'y rapportant ;

Faire le commerce et prendre des agences de machineries pour beurrieres et fromageries, moulins et manufactures en général ;

Acheter et vendre des marques de commerce et des brevets d'invention ;

Acheter, vendre et changer toutes propriétés mobilières et immobilières ;

Faire le commerce d'immeubles en général ;

Prendre des agences pour le commerce de grain, provisions, épicerie, beurre, fromage, fournitures de beurrieres et de fromagerie en général et en établir ;

S'almagamer avec toutes autres compagnies ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Acheter des actions d'autres compagnies et les vendre ;

Vendre des actions à d'autres compagnies et les racheter ;

Emprunter des capitaux par billets, obligations, hypothèques, débetures ou sur toutes autres garanties convenables ;

Augmenter le montant du capital social, sous le nom de "N. E. Clément & Cie, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2547.2 Assistant-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Henry Judah Trihey, avocat, Peter Bercovitch, avocat et conseil en loi du roi, William Patrick Kearney, avocat, Ernest Lafontaine, avocat, Patrick Mullin, fils, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de manufacturiers, d'exportateurs, importateurs et de commerçants de produits chimiques, manufacturer, acheter, ven-

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1913, incorporating Messrs. Napoléon E. Clément, merchant, Isaïe Trudel, inspector, François Xavier Lacoursière, advocate, Armand Dauplaise, clerk, Marie Aurélie St. Arnaud, wife separated as to property of N. E. Clément, duly authorized, all of the city of Three Rivers, for the following purposes :

To deal in provisions, grain, hay and all the products of the farm generally ;

To deal generally in groceries and every thing in connection with the grocery business ;

To deal wholesale and retail in butter, cheese, milk, cream, under all forms ;

To deal in supplies for butter and cheese factories and import, purchase and sell any articles in connection therewith ;

To deal in and take agencies for the machinery of butter and cheese factories, mills and factories generally ;

To purchase and sell trade marks and patents of invention ;

To purchase, sell and exchange any moveable and immoveable property ;

To carry on the real estate business generally ;

To take agencies for grain, provisions, groceries, butter, cheese, supplies for butter and cheese factories generally and establish same ;

To amalgamate with any other companies having the same objects as those of the company ;

To purchase the shares of other companies and sell same ;

To sell shares to other companies and redeem same ;

To borrow capital on notes, bonds, hypothecs, debentures or on any other suitable securities ;

To increase the amount of the capital stock, under the name of "N. E. Clément & Cie, Limitée", with a capital of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2548 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1913, incorporating Messrs. Henry Judah Trihey, advocate, Peter Bercovitch, advocate and King's Counsel, William Patrick Kearney, advocate, Ernest Lafontaine, advocate, Patrick Mullin, jr, accountant, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of chemical manufacturers, exporters, importers and dealers in chemicals ; to manufacture, buy, sell, deal in

dre des alcolis et produits chimiques de toutes sortes et tous objets et choses servant à la manufacture, la conservation et la fabrication d'iceux, et aussi de tous appareils, outillages et de toutes choses employées soit seul ou en rapport avec les produits dont elles forment les ingrédients ou dans la manufacture desquels elles forment un des éléments, en faire le commerce et s'en servir, acheter, vendre, manufacturer, purifier, manipuler, importer, exporter et faire le commerce de toutes substances, appareils et choses pouvant être employés en rapport avec aucune des industries sus dites soit en gros ou en détail, construire, maintenir et changer toutes bâtisses, travaux ou mines nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie ;

Payer toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits ou affaires acquis par la compagnie en aucune manière, en argent ou partie en argent et partie en actions acquittées ou autres valeurs de la compagnie ;

Faire toutes les choses nécessaires, utiles et convenables à l'accomplissement d'aucune des fins, l'acquisition d'aucun des objets ou l'avancement d'aucun des pouvoirs ci-dessus énumérés, soit seule ou en société avec d'autres corporations, sociétés ou personnes, et aucune autre action ou actions, chose ou choses se rattachant ou appartenant à l'industrie et aux pouvoirs susdits ou à aucune partie ou parties d'iceux ou en découlant ou en rapport avec la dite industrie, pouvoirs, partie ou parties, sous le nom "Silverzone Chemical Company, Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2549.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour de juin 1913, par lesquelles la compagnie "The Montreal Reform Club Incorporated" a été autorisée à augmenter son fonds social jusqu'au montant de cent mille piastres (\$100,000.00), divisant le nouveau fonds social de quatre-vingt mille piastres (\$80,000.00), en seize cents (1600) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2529.2

Sous-secrétaire de la province.

and use alkalies and chemicals of all kinds and all articles and things used in the manufacture, maintenance and working thereof, and also all apparatus implements and things for use either alone or in connection with the products of which they are ingredients, or in the manufacture, of which they are a factor, to buy, sell, manufacture, refine, manipulate, import, export and deal in all substance, apparatus, and things capable of being used in connection with any such business as aforesaid, either by wholesale or retail ; to construct, maintain and alter any building, works, or mines necessary or convenient for the purposes of the company ;

To pay for any immoveable or moveable property, right or business acquired in any way by the company in cash or partly in cash and partly paid up shares or other securities of the company or wholly in paid up shares of other securities of the company ;

To do all and everything necessary, suitable and proper for the accomplishment of any of the purposes or the attainment of any of the objects or the furtherance of any of the powers hereinbefore set forth, either alone or in association with other corporations, firms or individuals, and every other act or acts, thing or things, incidental or appurtenant to or growing out of or connected with the aforesaid business and powers or any part or parts thereof, under the name of "Silverzone Chemical Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of June, 1913

C. J. SIMARD,

2550

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1913, by which the company "The Montreal Reform Club Incorporated" has been authorized to increase its capital stock up to the amount of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), dividing the new capital stock of eighty thousand dollars (\$80,000.00), divided into sixteen hundred (1600) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of June, 1913.

C. J. SIMARD

2530

Deputy Provincial Secretary

Avis est par le présent donné que le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à :

Trois-Rivières, le 14 juillet 1913
Gaspé, le 22 " "
Chicoutimi, le 4 août "

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de \$4 00 est exigible.

ELZ. MIVILLE DECHENE,

Sous-Ministre des Terres et Forêts.

Québec, 24 mai 1913.

2081.5

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou tra-
aux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de temps écoulé entre la clôture de la session réécéder la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non les dimensions de ce pont-tournant.

60. Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the province of Quebec meet at :

Three Rivers, on the 14th of July, 1913
Gaspé, " 22nd of " "
Chicoutimi, " 4th of August, "

to examine candidates desiring to qualify as cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this department and mention the place where they intend presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ. MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister of Lands and Forests.

Quebec 24th of May, 1913.

2082

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other

pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées

payer au bureau des bills privés la somme de deux centes piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

G. C. I.

1761

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter des droits ou la

object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file with the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

O. L. C.

1762

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or act in which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, à l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention avec ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été travaillé par le bureau ou conseil de la profession laquelle le requérant désire entrer. Et

Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the Incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Com-

omité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

56. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités.

shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

56. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with the vet Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a cost of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees.

L. P. GEOFFRION,

763

Greffier de l'Assemblée Législative

L. P. GEOFFRION,

1764

Clerk of the Legislative Assembly

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1540.

Dame Anysie Hurtubise, épouse commune en biens de Joseph Proulx, bourgeois, de la cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Proulx, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce quatorzième jour de mai 1913.

PELLETIER, PELLETIER & YVON,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 21 mai 1913. 2195.5

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 3521.

Dame Rachelle Whissell, de la paroisse de Saint-André Avellin, district d'Ottawa, épouse commune en biens de Alexandre Picard, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alexandre Picard, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatrième jour de juin 1913.

MAJOR & FORTIER,

Procureur de la demanderesse.

Hull, 4 juin 1913. 2423.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3192.

Dame Elizabeth Frances Hoare, de la cité et du district de Montréal, épouse de Francis Arthur Stephen, du même endroit, laitier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Francis Arthur Stephen, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la dite demanderesse contre le dit défendeur.

BUSTEED & ROBERTSON,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 6 juin 1913. 2409.4

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 191.

Dame Anna Landry, de Victoriaville, épouse commune en biens de Eugène Béliveau, agent d'immeubles, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 9 juin 1913.

WILFRID LALIBERTE,

Procureur de la demanderesse.

Arthabaska, 11 juin 1913. 2481.3

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
No 190.

Dame Olivine Mailhot, de Warwick, épouse commune en biens de Rémi Hamel, du même lieu, industriel, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 9 juin 1913.

WILFRID LALIBERTE,

Procureur de la demanderesse.

Arthabaska, 11 juin 1913. 2479.3

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1540.

Dame Anysie Hurtubise, wife common as to property of Joseph Proulx, gentleman, of the city and district of Montreal, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Joseph Proulx, of the same place,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fourteenth day of May, 1913.

PELLETIER, PELLETIER & YVON,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 21st May, 1913. 2196

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 3521.

Dame Rachelle Whissell, of the parish of Saint-André Avellin, district of Ottawa, wife common as to property of Alexandre Picard, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Alexandre Picard,

Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this case the 4th day of June, 1913.

MAJOR & FORTIER,

Attorneys for the plaintiff.

Hull, 4th June, 1913. 2424

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3192.

Dame Elizabeth Frances Hoare, of the city and district of Montreal, wife of Francis Arthur Stephen, of the same place, milkman, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Francis Arthur Stephen, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted by the said plaintiff against the said defendant.

BUSTEED & ROBERTSON,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th June, 1913. 2410

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 191.

Dame Anna Landry, of Victoriaville, wife common as to property of Eugène Béliveau, of the same place, real estates agent, has taken an action for separation as to property against her husband, on the 9th day of June, 1913.

WILFRID LALIBERTE,

Attorney for plaintiff.

Arthabaska, 11th June, 1913. 2482

Superior Court.—District of Arthabaska.
No. 190.

Dame Olivine Mailhot, of Warwick, wife common as to property of Rémi Hamel, of the same place, industrial, has taken an action for separation as to property, against her husband, on the 9th day of June 1913.

WILFRID LALIBERTE,

Attorney for plaintiff.

Arthabaska, 11th June, 1912. 2480

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure.*
Dame Giovannina Marazzan, des cité et district
de Montréal, épouse commune en biens de Joseph
D'Ambrosio, entrepreneur plombier, du même lieu,
a intenté une action en séparation de biens contre
son mari, le 27 mai 1913.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 29 mai 1913. 2291.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2060.

Dame Bertha Payette dit St. Amour, des cité e district
de Montréal, épouse de Louis Delphis
Morel, menuisier, du même lieu, dûment auto-
risée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Louis Delphis Morel, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
contre le défendeur.

A. S. DEGUIRE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 19 mai 1913. 2191.5

Province de Québec.—District de Saint-François
—No. 748.—*Cour Supérieure.*—Dame Mary Agnes
McCanna, du canton de Bury, dit district, épouse
commune en biens de Lester Burton Hill, hôtelier,
du même lieu, a, ce jour, poursuivi son mari en
séparation de biens, après y avoir été dûment auto-
risée. Sherbrooke, le 19 mars 1913.

J. NICOL,
Procureur du demandeur.
2239.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1935.

Dame Sarah Garmaise, épouse de Maurice Rosen,
marchand, de Montréal, et judiciairement auto-
risée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Maurice Rosen, marchand, de la cité et du district
de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause contre le défendeur, le 22 mai 1913.

ST GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 27 mai 1913. 2265.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 330.

Dame Bertha Yampolsky, des cité et district de
Montréal, épouse de Max Wener, du même lieu,
dûment autorisée à ester en justice; vs le dit Max
Wener.

Une action en séparation de biens a été instituée
contre le défendeur.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 30 mai 1913. 2299.4

Province de Québec, }
District de Kamouraska. }
No 5234.

Dame Marie Louise Letourneau, de la cité de Fra-
serville, épouse de Joseph Sewbert Bernard,
hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à
ester en justice, Demanderesse ; vs Joseph
Sewbert Bernard, de la cité de Fraserville,
hôtelier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le 9 juin 1913.

LOUIS A. TALBOT,
Procureur de la demanderesse.
Fraserville, 9 juin 1913. 2527.2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Giovannina Marazzan, of the city and
district of Montreal, wife common as to property
of Joseph D'Ambrosio, undertaker plumber, of the
same place, has brought an action against her hus-
band for separation as to property, the 27th May,
1913

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 29th May, 1913. 2292

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2060.

Dame Bertha Payette dit St. Amour, of the city
and district of Montreal, wife of Louis Delphis
Morel, joiner, of the same place, duly authorized
"à ester en justice", Plaintiff ;

vs
The said Louis Delphis Morel, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted against the defendant.

A. S. DEGUIRE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 19th May, 1913. 2192

Province of Quebec.—District of Saint Francis.
—No. 748.—*Superior Court.*—Dame Mary Agnes
McCanna, of the township of Bury, said district,
wife common as to property of Lester Burton Hill,
hotel-keeper, of the same place, has, this day, sued
her husband for separation as to property, after
having been duly authorized. Sherbrooke, 19th
March, 1913.

J. NICOL,
Attorney for plaintiff.
2240

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1935.

Dame Sarah Garmaise, wife of Maurice Rosen,
merchant, of Montreal, and judicially authorized
to " ester en justice", Plaintiff ;

vs
Maurice Rosen, merchant, of the city and district
of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been
entered in this cause, the 22nd May, 1913, against
the defendant.

ST GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 27th May, 1913. 2265

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 330.

Dame Bertha Yampolsky, of the city and district
of Montreal, wife of Max Wener, of the same place,
duly authorized "à ester en justice" vs the said
Max Wener.

An action for separation as to property has been
instituted against the defendant.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 30th May, 1913. 2300

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. }
No. 5234.

Dame Marie Louise Letourneau, of the city of
Fraserville, wife of Joseph Sewbert Bernard,
hotelkeeper, of the same place, duly authorized
to " ester en justice", Plaintiff ; vs Joseph
Sewbert Bernard, of the city of Fraserville,
hotelkeeper, Defendant.

An action for separation of property has been
instituted in this cause, on the 9th June, 1913.

LOUIS A. TALBOT,
Attorney for the plaintiff.
Fraserville, 9th June, 1913. 2528

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 273.

Dame Marie Lavallée, de la paroisse de Saint-Philémon, district de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son mari, Louis Laliberté, cultivateur, du même lieu.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur de la demanderesse.
Montmagny, 7 juin 1913. 2649

Province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, No 805. Dame Annie Doherty, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, du canton de Bury, dit district, épouse commune en biens de Patrick Clark, commerçant de bois, des mêmes lieux, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

LIONEL FOREST,
Avocat de la demanderesse.
Sherbrooke, 18 juin 1913. 2585.2

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 3529.

Dame Eugénie Gratton, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, épouse d'Osila d'Aoust, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

vs
Le dit Osila D'Aoust, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17^{ème} jour de juin 1913.

L. A. LEDUC,
Procureur de la demanderesse.
2587.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1711.

Dame Lilly Fisette, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Louis Vachon, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

vs
Le dit Joseph Louis Vachon, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le 4 juin 1913.

LAMARRE & BRODEUR,
Procureurs de la demanderesse.
2421.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2123.

Dame Ann Elizabeth Dwyer, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Clark Savage, épiciier et électricien, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

vs
Le dit John Clark Savage, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 mai 1913.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 5 juin 1913. 2425.3

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court*
No. 273.

Dame Marie Lavallée, of the parish of Saint Philémon, district of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property and bed and board against her husband, Louis Laliberté, farmer, of the same place.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for Plaintiff.
Montmagny, 7th June, 1913. 2650

Province of Quebec, District of Saint Francis, superior court, No. 805, Dame Annie Doherty, duly authorized to "ester en justice aux fins des présentes," of the township of Bury, said district, wife common as to property of Patrick Clark, of the same place, has this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LIONEL FOREST,
Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke 18th June, 1913. 2586

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 3529.

Dame Eugénie Gratton, of the city of Hull, in the district of Ottawa, wife of Osila D'Aoust, butcher, of the same place, and duly authorized to enter-suit in the present case,

vs
The said Osila D'Aoust, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 17th day of June, 1913.

L. A. LEDUC,
Attorney for plaintiff.
2588

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1711.

Dame Lilly Fisette, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Louis Vachon, agent, of the same place, duly authorized to sue in law,

vs
The said Joseph Louis Vachon, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case the 4th June, 1913.

LAMARRE & BRODEUR,
Attorneys for plaintiff.
2422

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2123.

Dame Ann Elizabeth Dwyer, of the city and district of Montreal, wife common as to property of John Clark Savage, grocer and electrician, of the same place, duly authorized to "ester en justice",

vs
The said John Clark Savage, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case on the 30th day of May, 1913.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 5th June, 1913. 2426

30 JUIN 1913

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidates pour l'admission à la pratique du droit.—Candidates for admission to the practice of the law.

Examens du 2 juillet 1913.—Examinations of 2nd July, 1913.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence. — Residence.
1	Angers.....	Auguste.....	25 ans—years....	Montréal.
2	Archibald.....	K.....	25 ..	"
3	Beaudry.....	J. W.....	28 ..	Ste-Mélanie, cté de Joliette.
4	Bissonnette.....	J. J.....	22 ..	St-Esprit.
5	Blain.....	Aldéric.....	26 ..	Montréal.
6	Brodeur.....	Reiquer.....	24 ..	St-Hilaire.
7	Burke.....	M. T.....	24 ..	Montréal.
8	Degroseilliers.....	Paul A.....	27 ..	"
9	Desjardins.....	Euclide.....	25 ..	St-David.....
10	Dunlop.....	James.....	26 ..	Montréal.
11	Elder.....	A. H.....	24 ..	Westmount.
12	Fineberg.....	H. S.....	25 ..	Montréal.
13	Gillmor.....	Daniel P.....	24 ..	"
14	Guerin.....	Chs. E.....	24 ..	St-Jacques le Mineur.
15	MacNaughton.....	John.....	28 ..	Montréal.
16	Mariotti.....	H. C. G.....	24 ..	"
17	McDonald.....	A. J.....	22 ..	"
18	McDougall.....	E. S.....	26 ..	Westmount.
19	Mingie.....	J. W.....	38 ..	Montréal.
20	Monette.....	Philippe.....	23 ..	St-Rémi.
21	Montle.....	John M.....	32 ..	Montréal.
22	Popliger.....	Isidore.....	22 ..	"
23	Ringuet.....	Gaston.....	23 ..	St-Hyacinthe.
24	Saint-Denis.....	Léopold.....	31 ..	Montréal.
25	Solomon.....	Nathan.....	21 ..	"

B PANET RAYMOND,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.
Montréal, 14 juin.—14th June, 1913. 2581-82.2

CANDIDAT A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATE FOR THE PRACTICE OF LAW.

Barreau d'Ottawa—Bar of Ottawa.

Nom. — Name,	Prénom. — Surname.	Age.	Résidence.
Lépine.....	William.....	24 ans—years.....	Ottawa.

J. ALB. PARENT,

Hull, 16 juin.—16th June, 1913. Secrétaire—Secretary. 2569-70.2

Candidates pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens de juillet 1913.—Examinations, July, 1913.

Section de Bedford—Section of Bedford.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.	Collège.
Giroux.....	Louis Arthur	20 ans—years.	Sweetsburg ...	Ecole élémentaire—Elementary School, Sweetsburg, Collège Ste-Croix—Ste Croix College, Farnham—Séminaire de Saint-Hyacinthe.—Saint Hyacinthe Seminary.

BARREAU DE QUEBEC—BAR OF QUEBEC.

Candidats pour la pratique du droit—Candidates for admission to the practice of law.

Examens de juillet 1913—Examinations of July, 1913.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Brasset.....	Maurice	29 ans—years.....	Québec.
Bugeaud.....	J. Fabien	37 "	Saint-Bonaventure.
Champoux.....	Edgar	25 "	Québec.
Côté.....	Pierre Emile.....	25 "	Québec.
Falardeau	Adrien.....	24 "	Québec.
Jean.....	Joseph.....	23 "	Saint-Philippe de Néri.
Lévesque	Dominique.....	24 "	Saint-Pacôme.
Morin.....	Maxime	26 "	Québec.
Paré.....	J. Hormidas	26 "	Québec.
Pouliot.....	Narcisse	23 "	Fraserville.
Simard	Raoul	26 "	Baie Saint-Paul.
Taschereau....	J. Edouard.....	21 "	Ville de Montcalm.

CHARLES SMITH.

Secrétaire du Barreau de Québec—Secretary of the Bar of Quebec.
 Québec, 16 juin—16th June, 1913. 2579-80.2

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT-FRANCIS.

Candidats pour admission à la pratique du droit.—Candidates for admission to practice of law.

Examens du 2 juillet 1913.—Examinations of 2nd July, 1913.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Lanctot.....	J. F. Philippe	24 ans—years....	Montréal.
Leblanc.....	F. X. Antonio.....	"	"
Morin.....	Léonidas T.....	"	Québec.
Mulvena.....	Henry Robert	"	Montréal.

ARTHUR GENDRON,

Secrétaire, section Saint-François, Barreau de la province de Québec.
 Secretary, Saint Francis section, Bar of the province of Quebec.
 2595-96.2

Avis de Faillites

District d'Arthabaska.

Dans l'affaire de Rémi Hamel, commerçant, de
 Warwick, Insolvable.
 Avis est par le présent donné, qu'en vertu d'un
 ordre de la cour, en date du 17 juin 1913, nous
 avons été nommés curateurs conjoints aux biens de
 cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
 cette succession sont requises de les produire devant
 nous, dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,

Curateurs conjoints.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
 Québec, 18 juin 1913.

2623

Bankrupt Notices

District of Arthabaska.

In the matter of Remi Hamel, trader, of Warwick,
 Insolvent.
 Notice is hereby given that, according to an order
 of the court, dated the 17th June, 1913, we have
 been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are
 requested to file them with us, within thirty days
 from this date.

BEDARD & BELANGER,

Joint curators.

Office : 101, Saint Peter street.
 Quebec, 18th June, 1913.

2624

District of Saguenay.

Dans l'affaire de Simard & Frère, marchands de Baie Saint-Paul, Insolubles.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 16ème jour de juin 1913, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous, dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
Québec, 17 juin 1913. 2625

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
No 323.

Dans l'affaire de Bernard & Frère, hôtelier, Rivière du Loup, Station, Insolubles.

Avis est par le présent donné que, le 18e jour de juin 1913, les dits insolubles ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire, à Fraserville, suivant la loi.

LARUE & TRUDEL,
Gardiens provisoires.

Bureaux : Edifice Dominion,
126, rue Saint-Pierre.
Québec, 21 juin 1913. 2647

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 14.

Dans l'affaire de "The Vacuna Company, Limited," En liquidation.

Un bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire conformément au jugement de la cour supérieure, Montréal, rendu par le juge Dunlop, le 12 juin 1913, lequel sera sujet à objection jusqu'au 15 juillet 1913, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

WM. T. HOOD,
Liquidateur.

Bureau du liquidateur :
514, Edifice Banque des Marchands,
205, rue Saint-Jacques, Montréal. 2661

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 137.

Dans l'affaire de R. C. Anderson, marchand-tailleur, Failli.

Un nouveau bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire conformément au jugement rendu par la cour de révision, à Montréal, le 21 mai 1913, lequel bordereau sera sujet à objection jusqu'au 15e jour de juillet 1913, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

WM. T. HOOD,
Curateur.

Bureau du curateur :
514, Edifice Banque des Marchands,
205, rue Saint-Jacques, Montréal. 2663

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 153.

Dans l'affaire de St-Amour & Vandelac, agents d'immeubles, de Montréal, En dissolution.

Avis est par les présentes donné que, le 10e jour de juin 1913, par ordre de la cour, j'ai été nommé liquidateur de la dite société en dissolution.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains sous un mois de cette date.

RODOLPHE BEDARD,
Liquidateur.

Bureau de Prevost & Bédard,
107, rue Saint-Jacques.
Edifice Royal Trust,
Montréal, 25 juin 1913. 2671

District of Saguenay.

In the matter of Simard & Frère, merchants, Baie Saint Paul, Insolvents.

Notice is hereby given that according to an order of the court, dated the 16th day of June, 1913, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us, within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,
Joint curators.

Office : 101, Saint Peter street.
Quebec, 17th June, 1913. 2628

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 323.

In the matter of Bernard & Frère, hotel-keepers, Rivière-du-Loup Station, Insolvents.

Notice is hereby given that, on 18th June, 1913, the said insolvents have made a judicial assignment of their assets for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary, at Fraserville, according to law.

LARUE & TRUDEL,
Provisional guardians.

Offices : Edifice Dominion,
126, Saint Peter street.
Quebec, 21st June, 1913. 2648

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No 14.

In the matter of The Vacuna Company, Limited, In liquidation.

A dividend sheet has been prepared in this matter in conformity with a judgment rendered in the superior court, Montreal, by judge Dunlop, on 12th June, 1913, which will be open to objection until the 15th day of July, 1913, after which date the dividends will be payable at my office.

WM. T. HOOD,
Liquidator.

Office of the liquidator :
514, Merchants' Bank Building,
205, Saint James street, Montreal. 2662

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 137.

In the matter of R. C. Anderson, merchant tailor, Insolvent.

A new dividend sheet has been prepared in this matter in conformity with a judgment rendered in the superior court in review, Montreal, on 21st May, 1913, which will be open to objection until the 15th day of July, 1913, after which date the dividends will be payable at my office.

WM. T. HOOD,
Curator.

Office of the curator :
514, Merchants' Bank Bldg.,
205, Saint James street, Montreal. 2664

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 153.

In the matter of St-Amour & Vandelac, real estate agents, of Montreal, In dissolution.

Notice is hereby given that, on the 10th day of June, 1913, by order of the court, I was appointed liquidator to said company in dissolution.

Claims duly sworn to must be filed with me within one month from this date.

RODOLPHE BEDARD,
Liquidator.

Office of Prevost & Bedard,
107, Saint James street.
Royal Trust Bldg.
Montreal, 25th June, 1913. 2672

Dans l'affaire de Roy & Boyer, entrepreneurs, Gracefield, P. Q., Faillis.

Avis vous est par le présent donné que les dits Roy & Boyer ont fait à la cour cession judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers et que j'ai été nommé gardien provisoire.

Les réclamations assermentées doivent être envoyées au soussigné aussitôt que possible.

J. E. COUTURE,
Gardien provisoire.
2651

Hull, 21 juin 1913.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. A. Fontaine, marchand de chaussures, de Montréal, Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 15 juillet 1913, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 28 juin 1913.

2679

Avis est donné que, le vingt et unième jour de juin 1913, les soussignés ont été nommés par une ordonnance de la cour, curateurs conjoints aux biens de Oscar Chagnon, commerçant, de Saint-Léonard d'Aston, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

Nicolet, ce vingt-quatrième jour de juin mil neuf cent treize.

J. H. OCTAVE HEBERT,
HENRI R. DUFRESNE,
Curateurs conjoints.

2665

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 108.

Dans l'affaire de Murphy Brothers, épiciers, de la ville de Montréal, Insolubles.

Avis est par les présentes donné que, le 20^e jour de juin 1913, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens des ci-dessus insolubles.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains sous un mois de cette date.

EUGENE PREVOST,
RODOLPHE BEDARD,
Curateurs conjoints.

Suite 506, Edifice Royal Trust,
107 Saint Jacques.

Montréal, 25 juin 1913.

2669

Avis

Province de Québec.

COMTE DE CHARLEVOIX.

Municipalité du village de la Baie Saint Paul.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Thomas Cimon, secrétaire-trésorier du conseil municipal de la municipalité du village de la Baie Saint-Paul, qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, aux fins d'ériger en municipalité de ville la municipalité du village de la Baie Saint Paul.

1° Le nom de la municipalité de la ville projetée "La ville Baie Saint-Paul."

2° Les limites de la municipalité de la ville projetée couvriront une superficie d'environ douze cents acres et seront les mêmes que les limites ac-

In the matter of Roy & Boyer, contractors, Gracefield, P. Q., Insolvents.

Notice is hereby given that said Roy & Boyer, have made to the court a judicial assignment for the benefit of their creditors, and that I have been appointed provisional guardian.

Kindly send by return mail your sworn claim.

J. E. COUTURE,
Provisional guardian.
2652

Hull, 21st June, 1913.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. A. Fontaine, boot and shoe merchant, of Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 15th July, 1913, after which date the dividend will be payable at my office.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 28th June, 1913.

2680

Notice is hereby given that, on the twenty first day of June, 1913, the undersigned were appointed by an order of the court, joint curators to the property of Oscar Chagnon, trader, of Saint Léonard d'Aston, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from the date of this notice.

Nicolet, this twenty fourth day of June, one thousand nine hundred and thirteen.

J. H. OCTAVE HEBERT,
HENRI R. DUFRESNE,
Joint curators.

2666

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 108.

In the matter of Murphy Brothers, grocers and wine merchants, of Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 20th day of June, 1913, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above insolvents.

Claims duly sworn to must be filed with us within one month from this date.

EUGENE PREVOST,
RODOLPHE BEDARD,
Joint curators.

Suite 506, Royal Trust Building,
107, Saint James street.

Montreal, 25th June, 1913.

2670

Notice

Province of Quebec.

COUNTY OF CHARLEVOIX.

Municipality of village of Baie Saint Paul.

Public notice is hereby given by the undersigned, Thomas Cimon, secretary treasurer of the municipal council of the municipality of the village of Baie Saint Paul, that application will be made to the Lieutenant-Governor in council of the province of Quebec, for the erection of the municipality of the village of Baie Saint Paul into a town municipality.

1. The name of the municipality of the projected town will be "Town of Baie Saint Paul."

2. The limits of the municipality of the projected town will comprise an area of about twelve hundred acres and will be the same as the present limits of

tuelles de la municipalité du village de la Baie Saint-Paul, lesquelles sont comme suit : à l'est par la rivière du Gouffre, à partir du confluent du Bras nord-ouest à aller jusqu'à la ligne séparant le No 632 du No 633 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Baie Saint-Paul; de là, suivant cette ligne jusqu'à sa rencontre avec celle qui sert de profondeur au No 632, et suivant cette profondeur jusqu'à sa rencontre au nord avec la ligne séparant les Nos 635 et 639 du No 649, cette dernière ligne devant être suivie jusqu'à sa jonction avec la rivière à Renaud; à l'ouest, par la dite rivière à Renaud jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparant le No 679 du No 675 du dit cadastre, ligne qui devra être suivie jusqu'à son intersection avec la ligne séparant le No 675 du No 673; au nord, par une ligne droite partant du dit point d'intersection et se terminant à l'angle nord-est de l'emplacement de Charles Tremblay, suivant ensuite la ligne nord du dit emplacement et le prolongeant par une ligne droite jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparant le No 698 du No 716, susdit cadastre, à l'ouest par cette dernière ligne jusqu'au sommet de l'angle droit qu'elle forme avec la ligne séparant les Nos 718, 719 et 723 du No 778, susdit cadastre; de là, suivant cette dernière ligne jusqu'à l'angle nord-ouest du dit lot No 778, et à l'ouest partant de cet angle par une ligne droite se terminant à l'angle nord-ouest du No 983 du dit cadastre, au sud-ouest en suivant la grande ligne sud-ouest du dit lot 983 jusqu'à la ligne servant de base au dit lot No 983, et continuant ensuite une ligne droite dans la même direction jusqu'à ce qu'elle rencontre la rive du fleuve Saint-Laurent, au sud par le dit fleuve Saint-Laurent jusqu'à l'embouchure de la rivière du Gouffre, à l'est par la dite rivière jusqu'à l'endroit sur sa rive est de sa rencontre avec l'angle sud-est du No 317 du cadastre susdit; et de là, par une ligne droite traversant le chemin Royal jusqu'à l'angle sud-ouest du No 306, et suivant ensuite la ligne sud-est des Nos 306 et 305 du dit cadastre, jusqu'à la profondeur du dit lot 305, suivant ensuite la ligne nord-est du dit No 305 jusqu'à la route appelée route de Boniface Cimon; et de là, suivant cette route et le chemin auquel elle aboutit jusqu'au ruisseau Rouge qui passe dans la ligne séparant le No 313 du No 308 et suivre ensuite le dit ruisseau jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparant le No 368 du No 309 du dit cadastre, et suivre cette dernière ligne en se dirigeant vers le sud-ouest jusqu'à sa rencontre avec la rivière du Gouffre, et de ce dernier point jusqu'à l'embouchure du dit bras nord-ouest par la rivière du Gouffre.

3° Le chiffre de la population tel que constaté par le recensement fait sur l'ordre du conseil de cette municipalité et en date du douze juin mil neuf cent treize, est de deux mille quatre-vingt-quinze habitants.

4° La municipalité du village de la Baie Saint-Paul, sera érigée en ville, sous l'empire de la "Loi des Cités et Villes" (R. S. Q., 1909).

Donné en le village de la Baie Saint-Paul, ce dix-sept Juin mil neuf cent treize.

(Sigré) THOMAS CIMON,
Sec.-trés. dûment autorisé.

2597.2

the municipality of the village of Baie Saint Paul which are as follows, to wit: bounded on the east by the river Du Gouffre, strating from the confluence of the Bras Nord-Ouest going to the line separating No 632 from No. 633, of the plan and book of reference of the official cadastre of the said parish of Baie Saint Paul; thence, following that line to its intersection with the one making the depth of No. 632, and following this depth to its intersection on the north with the line separating Nos. 635 and 639 from No. 649, this latter line to be following to its junction with the Rivière à Renaud, on the west by the Rivière à Renaud to its meeting with the line separating No. 679 from No. 675, of the said cadastre, said line to be followed to its intersection with the line separating No. 675 from No. 673; on the north by a straight line starting from the said point of intersection and ending at the north east angle of the lot of Charles Tremblay, thence following the north line of the said lot and continuing it by a straight line to its meeting with the line separating No. 698 from No. 716, of the said cadastre, on the west by this latter line to the summit of the right angle which it forms with the line separating numbers 718, 719 and 723 from No. 778, of the aforesaid cadastre; thence, following this last line to the north west angle of said lot No. 778, and at the west starting from that angle by a straight line ending at the north west angle of No. 983, of the said cadastre, on the south west by following the main line south west of No. 983 to the line marking the base of said lot No. 983, and thence continuing in a straight line in the same direction until it meets the bank of the river Saint Lawrence, on the south by the said river Saint Lawrence to the mouth of the river Du Gouffre, on the east by the said river to the place on the east bank where it meets the south east angle of No. 317, of the cadastre; and from thence by a straight line crossing the King's highway to the south west angle of No. 306, and thence following the south east line Nos 306 and 305, of the said cadastre, to the rear of said No. 305, thence following the north east line of said No. 305 to the road called *Route de Boniface Cimon*; and thence, along that road and the road at which it ends to the creek (*ruisseau rouge*) which passes on the line separating No 313 from No. 308, and thence following the said creek to its meeting with the line separating No 368 from No. 309, of the said cadastre, and thence following this latter line, running south west to its meeting with the river Du Gouffre, and from this latter point to the mouth of the said Bras Nord-Ouest by the said river Du Gouffre.

3. The number of inhabitants as established by the census taken on the order of the council of the said municipality dated the twelfth day of June, one thousand nine hundred and thirteen is of two thousand and ninety five souls.

4. The municipality of the village of Baie Saint Paul, will be erected into a town under the "Cities' and Towns' act." (R. S. Q., 1909).

Given in the village of Baie Saint Paul, this seventeenth day of June, one thousand nine hundred and thirteen.

(Signed) THOMAS CIMON,
Secretary treasury, duly authorized.

2598

Ordre de Cour

Canada,
Province de Québec. }
District de Montmagny. } *Cour de Circuit.*
No 1107 et (1087).
Phidèle Ouellet et al, Demandeurs ;

vs
Delphin Bernier, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, cultivateur, Défendeur.
Sur l'ordre de l'honorable juge E. Cimon, il est ordonné aux créanciers du défendeur, de produire leurs réclamations contre le dit défendeur, en cette cause, le ou avant le 9 juillet 1913.
A. J. C. BEAUBIEN,
2507.2 G. C. C. M.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir : } **CYRILLE BOUTIN**, du
No 105. } canton de Tingwick,
cultivateur, Demandeur ; vs **PAUL ST. HILAIRE**
et **JEREMIE ST. HILAIRE**, tous deux de la
paroisse de Saint-Paul-de-Chester, Défendeurs.
Comme appartenant au défendeur, Paul St. Hilaire :

1° Un certain lopin de terre contenant en front trois arpent et un huitième d'arpent sur toute la longueur de la concession ; borné en front au septième rang, au sud-est à Léon Bergeron, au nord-est au cinquième rang, et au nord-ouest au lot de terre ci-après décrit, faisant partie d'un lot de terre connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Paul-de-Chester, sous le numéro cent huit (108).

2° Tous les droits et prétentions qu'il a sur un autre lopin de terre faisant partie du même numéro du dit cadastre, contenant environ deux arpent et demi de front sur la profondeur de la concession—avec bâtisses y érigées ; borné en front au 7ième rang, au sud-est au lopin de terre ci-dessus décrit, et au nord-est au 5ième rang, et au nord-est à Jean Côté.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul-de-Chester, le **HUITIÈME** jour de **JUILLET** prochain 1913, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 2 juin 1913. 2367.2
[Première publication, 7 juin 1913.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir : } **ALVINA BROUSSEAU**,
No 729. } Demanderesse ; contre
ALPHONSE FORTIN, Défendeur.

Order of the Court

Canada,
Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Circuit Court.*
No. 1107 and (1087).
Phidèle Ouellet et al, Plaintiffs ;

vs
Delphin Bernier, of the parish of Cap Saint Ignace farmer, Defendant.
By order of the Honorable judge E. Cimon, the creditors of the defendant are ordered to file their claims against the said defendant, in this case, on or before the 9th of July, 1913.
A. J. C. BEAUBIEN,
2508 C. C. C. M.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit : } **CYRILLE BOUTIN**, of the
No. 105. } township of Tingwick,
Plaintiff ; vs **PAUL ST. HILAIRE** and **JEREMIE ST. HILAIRE**, both of the parish of Saint Paul of Chester, Defendants.

As belonging to defendant, Paul St. Hilaire :

1. A certain piece of land containing in front three and one eighth of arpents on the full length of the concession ; bounded in front by the seventh range, south easterly to Leon Bergeron, north easterly by the fifth range, and north westerly to the piece of land hereafter described, being part of a piece of land known and described on the official plan and book of reference of cadastre for the parish of Saint Paul of Chester, under number one hundred and eight (108).

2. All the rights and claims that he has on another piece of land being part of same number of said cadastre, containing about two and one half arpents in front by the depth of the concession—with buildings thereon ; bounded in front by the seventh range, to the south east by the piece of land above described, and to the north east by the fifth range, and to the north east by Jean Côté.

To be sold at the parochial church door of Saint Paul of Chester, on the **EIGHTH** day of **JULY** next, 1913, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 2nd June, 1913. 2368
[First published, 7th June, 1913.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit : } **ALVINA BROUSSEAU**,
No. 729. } Plaintiff ; against **ALPHONSE FORTIN**, Defendant.

La moitié nord du lot numéro vingt-huit (28), du neuvième rang de Shenley nord-est, avec en outre la maison construite sur la moitié sud du susdit lot—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Honoré-de-Shenley, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain (1913) à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif. Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 23 juin 1913. 2653
[Première publication, 28 juin 1913.]

The north half of lot number twenty eight (28), of the ninth range of Shenley north east, with in addition thereto the house erected on the south half of the aforesaid lot—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Honoré de Shenley, on the TWENTY NINTH day of JULY next (1913), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 23rd June, 1913. 2654
[First published, 28th June, 1913.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } LA BANQUE NATIONALE, de Roberval, contre DAME MARIE POTVIN, veuve de Eusèbe Simard, de Jonquières.

1° La moitié indivise de l'immeuble connu et désigné au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Jonquières, sous les numéros 22a-26 et 21a-66—avec bâtisses et dépendances.

2° Tout le lopin de terre connu et désigné au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Jonquières, comme étant le lot 22a-38, mesurant cent pieds de largeur sur une profondeur de cent dix pieds sur le côté est, et de cent huit pieds sur le côté ouest—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

3° Toute la lisière de terrain, mesurant douze pieds de largeur sur une profondeur de cent sept pieds, et formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel pour le quatrième rang du même canton de Jonquières, sous le numéro 22a-37 et borné au nord par la rue Saint-Antoine, à l'est par le terrain ci-dessus décrit, au sud par le terrain de Albert Girard, à l'ouest par le terrain de Syl. et J. Tremblay—sans bâtisse, mais avec dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Jonquières, le HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif. Shérif.
Chicoutimi, 2 juin 1913. 2349.2
[Première publication, 7 juin 1913.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : } JOSEPH OUELLET, de No. 4108. } Jonquières; vs JOSEPH TREMBLAY ET AL.

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquières, sous le numéro 22A, du quatrième rang de ce canton, lequel mesure 107 pieds de profondeur sur une largeur de 80 pieds, plus ou moins, et est borné au nord par une ruelle, à l'est par le terrain de Thomas et Liguori Villeneuve, au sud par le terrain de Bergeron & Frère, et à l'ouest par le terrain du vendeur—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquières, le HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif. Shérif.
Chicoutimi, 2 juin 1913. 2353.2
[Première publication, 7 juin 1913.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } LA BANQUE NATIONALE, of Roberval; against DAME MARIE POTVIN, widow of Eusèbe Simard, of Jonquières.

1. The undivided half of the immoveable known and designated on the official cadastre for the fourth range of the township of Jonquières, under the numbers 22a-26 and 21a-66—with buildings and dependencies.

2. The whole of the small lot of land known and designated on the official cadastre for the fourth range of the township of Jonquières, as being the lot 22a-38, measuring one hundred feet in width by a depth of one hundred and ten feet on the east side and one hundred and eight feet on the west side—with buildings erected thereon and dependencies.

3. The whole of a strip of land, measuring twelve feet in width by a depth of one hundred and seven feet, and being part of the lot known and designated on the official cadastre for the fourth range of the said township of Jonquières, under the number 22a-37 and bounded on the north by Saint Antoine street, on the east by the above described lot of land, on the south by Albert Girard's lot of land, and on the west by a lot of land belonging to Syl. and J. Tremblay—without buildings but with dependencies.

To be sold at the church door of Jonquières, on the EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 2nd July, 1913. 2350
[First published, 7th July, 1913.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit : } JOSEPH OUELLET, of No. 4108. } Jonquières; vs JOSEPH TREMBLAY ET AL.

The whole of the small lot of land or emplacement being part of the lot known and designated on the official cadastre of the township Jonquières, under the number 22 A, of the fourth range of the said township, said lot of land measuring 107 feet in depth by a width of 80 feet, more or less, and is bounded on the north by a lane, on the east by a lot of land belonging to Thomas and Liguori Villeneuve, on the south by a lot of land belonging to Bergeron & Frère, and on the west by a lot of land belonging to the seller—with buildings erected thereon, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Jonquières, on the EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 2nd June, 1913. 2354
[First published, 7th June, 1913.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Avis public est par le présent donné que la vente de l'immeuble dans la présente cause, qui a eu lieu le vingt-septième jour de mai dernier, 1913, à dix heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse de Lachenaie, aura lieu le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—Montreal.

Joliette à savoir : } ALPHONSE GRATTON,
No 1723. } Demandeur ; contre DELPHIS GAUDREAU, Défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Lachenaie, contenant deux arpents et un quart de longueur par une profondeur de quarante arpents, là, prenant trois arpents de largeur sur une profondeur de huit arpents, et de là, prenant un arpent et un quart de longueur par une profondeur de vingt arpents, plus ou moins, tenant d'un bout à la rivière Ottawa, à l'autre bout à Moïse Payette ou représentant et autres, d'un côté au lot officiel quarante-deux (42), de la dite paroisse de Lachenaie, et de l'autre côté à Madame Etienne Mathieu ou représentant et autres, cette dite terre est connue et désignée sous le numéro quarante (40), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Lachenaie—avec les maisons et bâisses dessus érigées et les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Lachenaie, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif. Shérif.
Joliette, 24 juin 1913. 2655
[Première publication, 28 juin 1913.]

Ventes par le shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District of Montreal.

No 1507. } J. H. DEXTRADEUR, comp-
table, de la cité de Montréal,
Demandeur ; contre OCTAVE MICHAUD, de
Saint-Hubert, Défendeur.

Le lot de terre numéro cinq (No 5), du 6e rang, dans le canton Hocquart—avec les bâtisses dessus construites, situé dans la paroisse de Saint-Hubert, à charge de rembourser à Dosithée Bérubé, la somme de \$150.00 pour exercer le réméré de la dite propriété vendue par Octave Michaud, le présent défendeur, à Dosithée Bérubé, de Fraserville, par acte passé devant Mre Foisy, notaire public, le 12 mai 1911 ; le dit réméré devant être exercé d'ici au 12 mai 1914.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Hubert, le TRENTIÈME jour de JUILLET prochain, 1913, à ONZE heures de l'avant-midi.

A. V. CHAMBERLAND,

Bureau du shérif. Député shérif.
Fraserville, 25 juin 1913. 2677
[Première publication, 28 juin 1913.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

Public notice is hereby given that the sale of the immoveable in the present cause which took place on the twenty seventh day of May last, 1913, at ten o'clock in the forenoon, at the church door of the parish of Lachenaie, shall take place on the TWENTY NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.

Superior Court.—Montreal.

Joliette, to wit : } ALPHONSE GRATTON,
No. 1723. } Plaintiff ; against DELPHIS GAUDREAU, Defendant.

A farm situate in the parish of Lachenaie, containing two arpents and a quarter in width to a depth of forty arpents, thence three arpents in width for a depth of eight arpents, and from thence one arpent and a quarter in width by twenty arpents in depth, more or less, adjoining on one end to the Ottawa river, on the other end to Moïse Payette or representatives and others, on one side to lot official number forty two, of the said parish of Lachenaie, and on the other side to Dame Etienne Mathieu or representatives and others, the said farm being known and designated under number forty (40), of the official plan and book of reference of the said parish of Lachenaie—with the houses and buildings erected thereon and servitudes attached thereto.

To be sold at the church door of the parish of Lachenaie, on the TWENTY NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office. Sheriff.
Joliette, 24th June, 1913. 2656
[First published, 28th June, 1913.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

No. 1507. } J. H. DEXTRADEUR, accountant,
of the city of Montreal, Plaintiff ;
against OCTAVE MICHAUD, of Saint Hubert,
Defendant.

The lot of land number five (No. 5), of the 6th range of the township of Hocquart—with the buildings erected thereon, situate in the parish of Saint Hubert, subject to the reimbursement to Dosithée Bérubé, of the sum of (\$150.00), to exercise the right of redemption of the said property sold by Octave Michaud, the present defendant, to Dosithée Bérubé, of Fraserville, by deed executed before Mre Foisy, notary public, on the 12th May, 1911; the said redemption to be exercised on or before the 12th May, 1914.

To be sold at the church door of Saint Hubert, on the THIRTIETH day of JULY next, 1913, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A. V. CHAMBERLAND,

Sheriff's office. Deputy sheriff.
Fraserville, 25th June, 1913. 2678
[First published, 28th June, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Kamouraska.*

No 5095. } **JOSEPH ASSELIN**, Demandeur ;
 contre **FRANÇOIS CHASSÉ**,
 Défendeur.

1° Le lot de terre situé en la paroisse de Saint-Honoré, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Témiscouata, sous le numéro soixante-dix-sept (77), du rang A, canton Armand.

2° Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre susdit, pour la paroisse de Saint-Honoré, sous le numéro vingt-quatre du rang C (24), canton Armand.

Le tout, pour les deux dits lots—avec bâtisses deus construites, circonstances et dépendances ; à distraire cependant la coupe de bois vendue à Joseph Asselin, le demandeur, sur le lot No 77 susdit, et celle vendue à Alphonse Lapierre, sur le lot No 24 susdit, suivant les conditions de leur acte de vente respectif.

Pour être vendus en deux lots à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Honoré, le NEUVIEME jour de JUILLET 1913, à ONZE heures du matin.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du shérif,
 Fraserville, 5 juin 1913.

Shérif.
 2407.2

[Première publication, 7 juin 1913]

Ventes par le Shérif—Montréal

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **UGUSTE DENIS**, mé-
 No 336. } decin, du village de
 Vaudreuil, district de Montréal, Demandeur ; vs
DAME THEOPHILE SAUVE, de la paroisse de
 Saint-Lazare, dit district, veuve de Jules Labre, en
 son vivant, hotelier, du même lieu et al, Défendeurs, es-noms et qualités.

Une terre connue et désignée sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Lazare, dans le comté de Vaudreuil, sous le numéro cent onze (111), de la contenance de trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur ; borné en front et en profondeur par des chemins publics—avec une maison, granges et autres bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lazare, le TRENTE-UNIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,
 Montréal, 25 juin 1913.

Shérif.
 2675

[Première publication, 23 juin 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **DAME ALINE BOU-**
 No 2854. } **CHARD**, de la cité et
 du district de Montréal, épouse contractuellement
 séparée de biens de J. Conrad Chaussé, par son dit
 époux, dûment autorisée aux fins des présentes,
 Demanderesse et vir ; contre **FRANZ SOMMER-**
FELD, du même lieu, Défendeur.

1° Un lot de terre à Molson Park, dans la cité de Montréal, faisant front sur la rue Frontenac, connu sur le plan officiel de subdivision du lot numéro deux cent sept, aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, sous le numéro six cent quatre-vingt-quinze, contenant vingt-

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Kamouraska.*

No. 5095. } **JOSEPH ASSELIN**, Plaintiff ;
 against **FRANCOIS CHASSÉ**,
 Defendant.

1. The lot of land situate in the parish of Saint-Honoré, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Témiscouata, under the number seventy seven (77) of range A, township Armand.

2. The lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the aforesaid cadastre for the parish of Saint-Honoré, under the number twenty four of range C (24), township Armand.

The whole, for the two said lots—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies ; save and except however the cut of timber sold to Joseph Asselin, the plaintiff, on the aforesaid lot No. 77, and that sold to Alphonse Lapierre, on the aforesaid lot No. 24, according to the conditions of their respective deed of sale.

To be sold in two lots at the church door of the parish of Saint-Honoré, on the NINTH day of JULY, 1913, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's office.

Fraserville, 5th June, 1913.

Sheriff.
 2408

[First published, 7th June, 1913.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montréal to wit : } **UGUSTE DENIS**, physi-
 No. 336. } cian, of the village of
 Vaudreuil, district of Montreal, Plaintiff ; vs **DAME**
THEOPHILE SAUVE, of the parish of Saint
 Lazare, aforesaid district, wife of Jules Labre in
 his lifetime hotelkeeper, of the same place, et al,
 Defendants, "es-noms et qualités".

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Lazare, in the county of Vaudreuil, under the number one hundred and eleven (111), containing three arpents in front by twenty arpents in depth ; bounded in front and in depth by public roads—with a house, barn and other buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Lazare, on the THIRTY FIRST day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, 25th June, 1913.

Sheriff.
 2676

[First published, 28th June, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **DAME ALINE BOU-**
 No. 2854. } **CHARD**, of the city
 and district of Montreal, wife contractually sepa-
 rated as to property of J. Conrad Chaussé, and
 duly authorized by her said husband, for the pur-
 poses hereof, Plaintiff et vir ; against **FRANZ**
SOMMERFELD, of the same place, Defendant.

1. A lot of land at Molson Park, in the city of Montreal, fronting on Frontenac street, known on the official subdivision plan of lot number two hundred and seven, on the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, by the number six hundred and ninety five, con-

cinq pieds de largeur sur cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

2° Un lot de terre à Molson Park, dans la cité de Montréal, faisant front sur la rue Frontenac, connu sur le plan officiel de subdivision du lot numéro deux cent sept, aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, sous le numéro six cent quatre-vingt-seize, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

3° Un lot de terre à Molson Park, dans la cité de Montréal, faisant front sur la rue Frontenac, connu sur le plan officiel de subdivision du lot numéro deux cent sept, aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, sous le numéro six quatre-vingt-quatorze, contenant vingt-cinq pieds de largeur sur cent cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées, portant le numéro civique 615, de la rue Frontenac.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 4 juin 1913.

[Première publication, 7 juin 1913.]

Shérif.

2389.2

taining in english feet and more or less, twenty five feet in width by one hundred and five feet in depth.

2. A lot of land at Molson Park, in the city of Montreal, fronting on Frontenac street, known on the official subdivision plan of lot number two hundred and seven, on the official plan and book of reference of the village of Cote de la Visitation, by the number six hundred and ninety six, containing in english feet and more or less, twenty five feet in width by one hundred and five feet in depth.

3. A lot of land at Molson Park, in the city of Montreal, fronting on Frontenac street, known on the official subdivision plan of lot number two hundred and seven, on the official plan and book of reference of the village of Cote de la Visitation, by the number six hundred and ninety four, containing in english feet and more or less, twenty five feet in width by one hundred and five feet in depth—with the buildings thereon erected, bearing civic number 615, Frontenac street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Montreal, 4th June, 1913.

[First published, 7th June, 1913]

Sheriff.

2390

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : **FRANÇOIS-XAVIER LEBLOND**, failli ; **JOSEPH CLEMENT LARIVIERE**, requérant, et **NAPOLEON ST-AMOUR**, curateur.

Un emplacement faisant partie du lot numéro cinq (5), du rang sud de la rivière Macaza, dans le canton Marchand, district d'Ottawa, contenant cent quatre-vingts pieds de front par deux cent vingt et un pieds de profondeur ; borné en front vers l'ouest par le chemin public, vers le nord par le numéro six, du dit rang, et des deux autres côtés par le résidu du dit numéro cinq—avec maison et dépendances y érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement dans le village de Papineauville, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif.

Hull, 24 juin 1913.

[Première publication, 28 juin 1913.]

Shérif.

2657

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : **XAVIER VERDON ET UX**, No 3377. Demandeurs ; vs **PIERRE DELORME**, Défendeur, à savoir :

Lots numéros onze, douze, treize et quatorze (11, 12, 13 et 14), dans le huitième rang du canton de Rigou, dans le comté de Labelle et district d'Ottawa—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus sujet à la rente et pension alimentaire en faveur des demandeurs créée par l'acte de donation du 27 septembre 1904, et dûment enregistrée au bureau d'enregistrement du comté de Labelle, et capitalisée par le jugement rendu en cette cause, cour supérieure, district d'Ottawa, le 4 avril 1913.

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa to wit : **FRANÇOIS-XAVIER LEBLOND**, insolvent ; **JOSEPH CLEMENT LARIVIERE**, petitioner, and **NAPOLEON ST AMOUR**, curator.

An emplacement forming part of lot number five (5) of the range south of the River Macaza, in township Marchand, district of Ottawa, measuring one hundred and eighty feet in front by two hundred and twenty one feet in depth, bounded in front towards the west by the public road, towards the north by lot number six of the said range, and on both sides by the residue of the said number five with a house and dependencies erected thereon.

To be sold at the registry office in the village of Papineauville, on the TWENTY NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office.

Hull, 24th June, 1913.

[First published, 28th June, 1913].

Sheriff.

2658

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : **XAVIER VERDON ET UX**, No. 3377. Plaintiffs ; vs **PIERRE DELORME**, Defendant, to wit :

Lots numbers eleven, twelve, thirteen and fourteen (11-12-13 and 14), in the eighth range of the township of Rigou, in the county of Labelle and district of Ottawa—with the buildings and improvements thereon erected.

To be sold subject to the life rent in favor of the plaintiffs created by the deed of donation of the 27th of September, 1904, and duly registered in the registry office, county of Labelle, and capitalised by the judgment in this case, superior court, district of Ottawa, the 4th April, 1913.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Casimir de Ripon, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif,
Hull, 2 juin 1913.

Shérif.
2025.2

[Première publication, 7 juin 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
(our Superieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **MEDEE MARC LAURIN,**
No 3441. } Demandeur ; vs **ALFRED**
DEGUIRE DIT LAROSE, Défendeur, à savoir :

Un lot de terre ou emplacement portant le numéro vingt-trois (23), de la ré-subdivision du lot vingt-cinq (25), de la subdivision du lot numéro douze (12), dans le deuxième rang, des plan et livre de renvoi officiels du canton de Buckingham, dans le district d'Ottawa—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif,
Hull, 28 avril 1913.

Shérif.
2325.2

[Première publication, 7 juin 1913.]

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Casimir de Ripon, on the EIGHTH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office.

Hull, 2nd June, 1913.

Sheriff.
2026

[First published, 7th June, 1913].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **MEDEE MARC LAURIN,**
No 3441. } Plaintiff ; vs **ALFRED**
DEGUIRE DIT LAROSE, Defendant, to wit :

A lot of land or emplacement bearing the number twenty three (23), of the re-subdivision of the lot twenty five (25), of the subdivision of the lot number twelve (12), in the second range, of the official plan and book of reference of the township of Buckingham, in the district of Ottawa—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the EIGHTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office,

Hull, 28th April, 1913.

Sheriff.
232

[First published, 7th July, 1913.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **FLORENCE HAMELIN,**
No 2487. } épouse de Téléphore Chavigny de Lachevrotière, en son vivant arpenteur, de la paroisse de Deschambault, la dite Florence Hamelin demeurant actuellement en la cité de Québec; contre **JOSEPH PHILIAS GARIÉPY,** en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, Marie Ninelle, Joseph Edouard, Marie Jeanne et Marie Alice, de la ville des Trois-Rivières, à savoir :

1° Partie du lot No 145 (cent quarante-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, étant un terrain situé au premier rang, mesurant environ un arpent en superficie; borné au sud, au chemin Royal, au nord, au nord-est et au sud-ouest, à Victor Gariépy—avec le moulin, hangar et autres bâtisses dessus construites, ainsi que la chaussée et autres dépendances servant pour conduire l'eau et faire fonctionner le dit moulin de même que le quai, circonstances et dépendances.

2° Le résidu du lot No 145 (cent quarante-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé au premier rang, mesurant soixante-un pieds de largeur sur soixante pieds de profondeur; borné au nord et au sud, à la succession de Joseph Gariépy, au nord-est à Delavoie Naud, et au sud-ouest, au chemin Royal—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sans réserve.

3° Partie du lot No 146 (cent quarante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé au premier rang, mesurant vingt pieds de largeur sur soixante pieds de profondeur; borné au nord à la succession de Joseph Gariépy, au nord-est et au sud, à Delavoie Naud, et au sud-ouest au chemin Royal—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sans réserve.

Le lot No 149 (cent quarante-neuf), du cadas-

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **FLORENCE HAMELIN,** wife
No. 2487. } of Telephore Chavigny de Lachevrotière, in his lifetime land surveyor of the parish of Deschambault, the said Florence Hamelin, now residing in the city of Quebec; against **JOSEPH PHILIAS GARIÉPY,** in his quality of tutor to his minor children Marie Ninelle, Joseph Edouard, Marie Jeanne and Marie Alice, of the city of Three Rivers, to wit :

1. Part of lot No. 145 (one hundred and forty five), of the official cadastre for the parish of Deschambault, county of Portneuf, being a parcel of land situate in the first range, measuring about one arpent in superficies; bounded on the south by the King's highway, on the north, north east and south west by Victor Gariépy—with the mill store and other buildings erected thereon and the embankment and other dependencies leading the water for the running of the said mill and the wharf, circumstances and dependencies.

2. The residue of lot No. 145 (one hundred and forty five), of the official cadastre for the parish of Deschambault, county of Portneuf, being a lot of land situate in the first range, measuring sixty one feet in width by sixty feet in depth; bounded on the north and south by the estate of Joseph Gariépy, on the north east by Delavoie Naud, and on the south west by the King's highway—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, without reserve.

3. Part of lot No. 146 (one hundred and forty six), of the official cadastre for the parish of Deschambault, county of Portneuf, being a lot of land situate in the first range, measuring twenty feet in width by sixty feet in depth; bounded on the north by the estate of Joseph Gariépy, on the north east and south by Delavoie Naud, and on the south west by the King's highway—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, without reserve.

4. The lot No. 149 (one hundred and forty nine),

tre officiel pour la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, étant un morceau de terre situé au premier rang, mesurant à peu près un arpent en superficie, circonstances et dépendances.

5 Partie du lot No 159 (cent cinquante-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, étant un morceau de terre de forme irrégulière, situé au premier rang, mesurant environ un arpent en superficie; borné au sud, au nord et au nord-est à François Lemay ou représentants, et au sud-ouest par une partie du lot No 158 (cent cinquante-huit), circonstances et dépendances, sans réserve. Les lots deuxièmement et troisièmement décrits pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Deschambault, le PREMIER jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Québec, 26 juin 1913. 2673
[Première publication, 28 juin 1913.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ;
No 1587. } vs CASIMIR MOREL,

de la cité de Québec, menuisier, en sa qualité de curateur à la personne et aux biens de John Dickey, interdit pour cause de démence et folie, à savoir :

Le lot No 42 (quarante-deux), du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la rue Smith—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Aussi avec droit de mitoyenneté dans le mur de la maison voisine au sud-ouest, sur le lot No 43 (quarante-trois).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Québec, 12 juin 1913. 2499.2
[Première publication, 14 juin 1913.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } NAPOLEON JENOIS ; vs
No 2288. } JOSEPH CANTIN, à
savoir :

Partie du lot No 375 (trois cent soixante-quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, étant un emplacement situé dans le village de Saint-Raymond, contenant quarante-cinq pieds de large sur soixante pieds de profondeur, mesure anglaise; borné au sud par la ruelle de la beurrerie, au nord par l'emplacement de Cyprien Beaupré, d'un bout, au nord-est par F. X. Proulx, et de l'autre bout au sud-ouest par Antoine Jenois—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, le CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à OIX heures du matin.

ED. BEGIN,

Bureau du shérif. Député shérif.
Québec, 26 juin 1913. 2691
[Première publication, 28 juin 1913.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski. } ARTHUR CASTON-
No 4700. } AGUAY, Demandeur ;
contre PHILIPPE MINVILLE, Défendeur, sa-
voir :

of the official cadastre for the parish of Deschambault, county of Portneuf, being a parcel of land situate in the first range, measuring about one arpent in superficies, circumstances and dependencies.

5. Part of lot No. 159 (one hundred and fifty nine), of the official cadastre for the parish of Deschambault, county of Portneuf, being a parish of land of irregular outline situate in the first range, measuring about one arpent in superficies; bounded on the south, north and north east by François Lemay or representatives, and on the south west by part of lot No. 158 (one hundred and fifty eight), circumstances and dependencies, without reserve. The lots described in the second and third paragraph hereof to be sold in block.

To be sold at the parochial church door of Deschambault, on the FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Shérif.
Quebec, 26th June, 1913. 2674
[First published, 28th June, 1913.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs
No. 1587. } CASIMIR MOREL, of the

city of Quebec, joiner, in his capacity of curator to the person and property of John Dickey, interdicted for insanity, to wit :

Lot No. 42 (forty two), of the official cadastre for Saint Roch ward, of the city of Quebec, being a lot situate on Smith street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. With the right also of "mitoyenneté" in the wall of the adjoining house to the south-west on lot No. 43 (forty three).

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office. Shérif.
Quebec, 12th June, 1913. 2500
[First published, 14th June, 1913.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } NAPOLEON JENOIS ; vs
No. 2288. } JOSEPH CANTIN, to
wit :

Part of lot No. 375 (three hundred and seventy five), of the official cadastre for the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, being an emplacement situate in the village of Saint Raymond, measuring forty five feet in width by sixty feet in depth, english measure; bounded on the south by the lane leading to the butter factory, on the north by the emplacement belonging to Cyprien Beaupré, at one end, on the north east by F. X. Proulx, and at the other end on the south west by Antoine Jenois—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Raymond, on the FIFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Sheriff's office. Deputy Sheriff.
Quebec, 26th June, 1913. 2692
[First published, 28th June, 1913.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } ARTHUR CASTON-
No. 4700. } AGUAY, Plaintiff ;
against PHILIPPE MINVILLE, Defendant, to
wit :

Un terrain en le village de Matane, mesurant 40 pieds de front sur 113 de profondeur, mesure anglaise ; borné au nord à la Fabrique, au sud à la rue, à l'est à F. Chouinard, à l'ouest à Dame C. Chouinard, étant partie du numéro cent quatre-vingt-deux (182 p.), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane—avec bâtisses sus-construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, le DIXIEME jour de JUILLET prochain 1913, à UNE heure de l'après-midi.

OHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif. Shérif.
Rimouski, 4 juin 1913. 2369.2
[Première publication, 7 juin 1913.]

Ventes par le Shérif—Roberval

A VIS PUBLIC est par le présent donné que le TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Province de Québec, } **A** RTHUR DECHENE,
No 4098. } marchand, de Hébertville Station, Demandeur ; contre les biens immeubles de CONRAD GAGNON, ci-devant de Hébertville, maintenant de Saint Urbain, Défendeur, à savoir :

La juste demie sud du lot de terre connu et désigné sous le numéro huit ($\frac{1}{2}$ sud 8), du troisième rang est, canton Labarre ; borné vers le nord par la demie nord du dit lot No 8, vers l'est par le No 9 du dit rang, vers le sud par la ligne entre les troisième et deuxième rangs est, et vers l'ouest par le numéro 7 du dit rang, le tout aux plan et livre de renvoi officiels pour le troisième rang est, du canton Labarre.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame d'Hébertville, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif. Shérif.
Roberval, 2 juin 1913. 2373.2
[Première publication, 7 juin 1913.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Roberval.

Province de Québec, } **J.** ARTHUR GARON de
No 124. } Saint Jérôme, Deman-
deur ; contre les biens meubles et immeubles de JOSEPH LAROCHE (Elzéar), Défendeur, à savoir :

1° Le lot de terre connu et désigné sous le numéro 25-A, du cadastre pour le septième rang du canton Signai, contenant cinquante acres en superficie—avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

2° Aussi la juste demie est ($\frac{1}{2}$ est) du lot de terre connu désigné sous le numéro 26, du cadastre pour le sixième rang du canton Signai, contenant cinquante acres en superficie ; borné en front vers le nord au septième rang, et en arrière vers le sud au cinquième rang du dit canton, joignant à l'est le numéro 25, et à l'ouest la demie ouest du numéro 26, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour les susdits rangs du dit canton Signai.

Le premier lot pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma le NEUVIEME jour de JUILLET prochain à UNE heure de l'après-midi.

A lot of land in the village of Matane, measuring forty feet in front by 113 feet in depth, english measure ; bounded on the north by the Fabrique, on the south by the street, on the east by F. Chouinard, on the west by Dame C. Chouinard, being part of lot number one hundred and eighty two (p. 182), of the official cadastre of the parish of Saint Jerome of Matane—with buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jerome of Matane, on the TENTH day of JULY next, 1913, at ONE o'clock in the afternoon

OHS. D'ANJOU,

Sheriff's office. Sheriff.
Rimouski, 4th June, 1913. 2370
[First published, 7th June, 1913.]

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Province of Québec, } **A** RTHUR DECHENE,
No. 4091. } merchant, of Hébertville Station, Plaintiff ; against the immoveable property of CONRAD GAGNON, heretofore Hébertville, now of Saint-Urbain, Defendant, wit :

The exact south half of the lot of land known and designated under the number eight (south $\frac{1}{2}$ -8), of third range east range, township Labarre ; bounded towards the north by the north half of the said lot No. 8, towards the east by lot No. 9, of the said range, towards the south by the division line between the third and fourth east ranges, and towards the west by lot number 7, of the said range, the whole on the official plan and book of reference for the third east range of township Labarre.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame d'Hébertville, on the NINTH day of JULY next, at THREE o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 2nd June, 1913. 2374
[First published, 7th June, 1913.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Roberval.

Province of Québec, } **J.** ARTHUR GARON,
No. 124. } of Saint-Jérôme, Plain-
tiff ; against the moveables and immoveables of JOSEPH LAROCHE (Elzéar) Defendant, to wit :

1. The lot of land known and designated under the number 25-A, of the cadastre for the seventh range of township Signai, containing fifty acres in superficies—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

2. Also the exact east half (east $\frac{1}{2}$), of the lot of land known and designated under the number 26, of the cadastre for the sixth range of township Signai, containing fifty acres in superficies ; bounded in front towards the north by the seventh range, in the rear towards the south by the fifth range of the said township, adjoining on the east to lot number 25, and on the west to the western half of lot number 26, on the official plan and book of reference of the cadastre for the aforesaid ranges of the said township Signai.

The first lot to be sold at the church door of the parish of Saint-Joseph d'Alma, on the NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Le deuxième lot mentionné pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Gédéon, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE.

Bureau du shérif,

Roberval, 2 juin 1913.

[Première publication, 7 juin 1913.]

Shérif.

2371.2

The second lot to be sold at the church door of the parish of Saint-Gédéon, on the NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office,

Roberval, 2nd June, 1913.

[First published, 7th June, 1913.]

Sheriff.

2372

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit, ville de Mégantic, pour le comté de Lac Mégantic—District de Beauce.

Saint-François, à savoir : } **JOSEPH NAPOLEON**
No 1978. } **BEAUDRY.** Deman-

deur ; contre **TELESPHORE LEMAY**, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles ci-après décrits, à savoir :

1° Cette partie du lot numéro mille huit cent dix (No 1810), d'après le plan cadastral et livre de renvoi officiels pour le village de Mégantic, faisant aujourd'hui partie de la ville de Mégantic et borné comme suit : en front par la rue principale, en arrière par le "Canadian Pacific Railway", du côté nord-ouest par J. D. René, et du côté sud-est par Joseph Laroche—avec bâtisses dessus construites.

2° Les lots de terre composant une ferme, et étant les lots numéros mille trois cent quatre-vingt-dix (No 1390), mille trois cent quatre-vingt-onze (No 1391), mille trois cent quatre-vingt-douze (No 1392), mille trois cent quatre-vingt-treize (No 1393), mille trois cent quatre-vingt-quatorze (No 1394), mille trois cent quatre-vingt-quinze (No 1395), mille trois cent quatre-vingt-seize (No 1396), d'après le plan cadastral et livre de renvoi officiels du dit village de Mégantic—avec améliorations.

3° Les lots numéros deux mille cent quatre-vingt-huit (No 2188), et la partie nord-est des lots deux mille cent quatre-vingt-neuf (No 2189), deux mille cent quatre-vingt-dix (No 2190), deux mille cent quatre-vingt-onze (No 2191), et les lots numéros deux mille cent quatre-vingt-douze (No 2192), deux mille cent quatre-vingt-treize (No 2193), deux mille deux cent quatre-vingt-seize (No 2296), deux mille deux cent quatre-vingt-dix-sept (No 2297), deux mille deux cent quatre-vingt-dix-huit (No 2298), deux mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf (2299), deux mille trois cent (2300), et deux mille trois cent un (2301), et un autre bloc de terrains faisant partie du lot numéro deux mille trois cent trente (2330), et mieux connu et désigné sur un plan de subdivision fait par J. O. C. Mignault, comme étant les lots numéros deux mille trois cent trente-vingt-sept (2330-27), deux mille trois cent trente-vingt-huit (2330-28), deux mille trois cent trente-vingt-neuf (2330-29), deux mille trois cent trente-trente (2330-30), deux mille trois cent trente-trente-un (2330-31), et deux mille trois cent trente-trente-deux (2330-32), le tout d'après le plan cadastral et livre de renvoi officiels pour le dit village de Mégantic—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agnès de Mégantic, le VINGT-

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court, town of Megantic, for the county of Lake Megantic—District of Beauce.

Saint-Francois, to wit : } **JOSEPH NAPOLEON**
No. 1978. } **BEAUDRY, Plain-**

tiff ; against **TELESPHORE LEMAY**, Defendant.

As belonging to the said defendant, the immovables hereunder described, to wit :

1° That part of lot number one thousand eight hundred and ten (No. 1810), of the official cadastral plan and book of reference for the village of Megantic, now forming part of the town of Megantic, and bounded as follows : in front by the Main street, in the rear by the "Canadian Pacific Railway", on the north west side by J. D. René and on the south east by Joseph Laroche—with buildings erected thereon.

2° The lots of land forming a farm, and being the lots numbers one thousand three hundred and ninety (No 1390), one thousand three hundred and ninety one (No. 1391), one thousand three hundred and ninety two (No. 1392), one thousand three hundred and ninety three (No 1393), one thousand three hundred and ninety four (No. 1394), one thousand three hundred and ninety five (No 1395) and one thousand three hundred and ninety six (No. 1396), of the official cadastral plan and book of reference of the said village of Megantic—with improvements.

3° The lot number two thousand one hundred and eighty eight (No. 2188), and the north east parts of the lots two thousand one hundred and eighty nine (No 2189), two thousand one hundred and ninety (No. 2190), two thousand one hundred and ninety one (No. 2191) and the lots number two thousand one hundred and ninety two (No. 2192), two thousand one hundred and ninety three (No. 2193), two thousand two hundred and ninety six (No. 2296), two thousand two hundred and ninety seven (No. 2297), two thousand two hundred and ninety eight (No. 2298), two thousand two hundred and ninety nine (No. 2299), two thousand three hundred (No. 2300) and two thousand three hundred and one (No. 2301), and another piece of land forming part of lot number two thousand three hundred and thirty (No. 2330), and better known and designated on a subdivision plan made by J. O. C. Migneault, as being the lots number two thousand three hundred and thirty-two seven (No. 2330-27), two thousand three hundred and thirty-two eight (No. 2330-28), two thousand three hundred and thirty-two nine (No. 2330-29), two thousand three hundred and thirty-three (No. 2330-30), two thousand three hundred and thirty-three one (No. 2330-31) and two thousand three hundred and thirty-three two (No. 2330-32), the whole according to the official cadastral plan and book of reference for the said village of Megantic—with buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Agnès de Mégantic, on the TWENTY

NEUVIEME jour de JUILLET prochain (1913), à DIX heures de l'avant-midi.

Les dits immeubles pour être vendus comme suit : L'immeuble désigné au premier paragraphe du présent avis de vente, pour être vendu avec les bâtisses dessus construites.

Tous les immeubles désignés au deuxième paragraphe du présent avis de vente, avec améliorations, pour être vendus en bloc par ordre de l'un des juges de la cour supérieure, et tous les immeubles, ou lots de terre—avec bâtisses dessus construites, désignés au troisième paragraphe du présent avis de vente, pour être aussi vendus en bloc, par ordre du dit juge.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 21 juin 1913.

Shérif.
2627

[Première publication, 28 juin 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint François.

Saint-François, à savoir : } AIME CHAGNON,
No 585. } XAVIER CHA-

GNON, tous deux commerçants, et EUGENE GUILMETTE, industriel, tous trois de Danville, ex-qualité d'exécuteurs testamentaires-fiduciaires de la succession de François-Xavier Chagnon, en son vivant rentier, de Danville, Demandeurs ; contre LOUIS COTE, ci-devant de Saint-Claude, district de Saint-François, maintenant absent de la province de Québec, et résidant aux États-Unis, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur :

Partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (No 499), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Windsor, dans le district de Saint-François ; borné au nord-est et au sud-est par le terrain de François Plante, au sud-ouest par le terrain de E. Richer et par le résidu du dit lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499), possédé par la Fabrique de Saint-Claude, et au nord-ouest par le dit résidu du dit lot et par une route publique.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Claude, dans le comté de Richmond, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 2 juin 1913.

Shérif.
2339.2

[Première publication, 7 juin 1913.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux escriptifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Gaspé.

Trois-Rivières, à savoir : } CAMERON ADAMS,
No 2145. } Demandeur contre

THEODORE GROLEAU, Défendeur, savoir :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Thécle, connu et désigné sous le numéro cent dix-sept (117), sur les plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Sainte-Thécle, rang A.

2° Une terre située en la paroisse de Sainte-Thécle, dans le rang B sud, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro soixante et quinze (No 75), des plan et livre de renvoi officiels du susdit cadastre, contenant un arpent et demi de front sur trente-trois arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée en front au Lac, en profondeur aux terres du rang Saint-Georges, gagnant d'un

NINTH day of JULY next (1913), at TEN o'clock in the forenoon.

The said immoveables to be sold as follows : The immovable described in the first paragraph of the present notice, to be sold with the buildings erected thereon.

All the immoveables described in the second paragraph of the present notice, with improvements to be sold in block by the order of one of the judge of the superior court, and all the immoveables or lots of land—with the buildings erected thereon, described in the third paragraph of the present notice, to be also sold in block, by order of the said judge.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office,
Sherbrooke, 21st June, 1913.

Sheriff.
2627

[First published, 28th June, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint-François, to wit : } AIME CHAGNON,
No 585. } XAVIER CHA-

GNON, both traders, and EUGENE GUILMETTE, manufacturer, all three of Danville, in their quality of fiduciary testamentary executors of the estate of François Xavier Chagnon, in his lifetime rentier, of Danville, Plaintiffs ; against LOUIS COTE, heretofore of Saint Claude, district of Saint Francis, now absent from the province of Quebec, and residing in the United States, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

Part of lot number four hundred and ninety nine (No 499), of the plan and book of reference of the official cadastre of the township of Windsor, in the district of Saint Francis ; bounded to the north east and south east by the lot of land belonging to François Plante, to the south west by the lot of land belonging to E. Richer and by the residue of the said lot number four hundred and ninety nine (499) held by the fabrique of Saint Claude, and to the north west partly by the residue of the said lot and partly by a public bye road.

To be sold at the church door of the parish of Saint Claude, in the county of Richmond, on the EIGHTH day of JULY next, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office,
Sherbrooke, 2nd June, 1913.

Sheriff.
2340

[First published, 7th June, 1913.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Three Rivers, to wit : } CAMERON ADAMS,
No 2145. } Plaintiff ; against

THEODORE GROLEAU, Defendant, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Thécle, known and designated under the number one hundred and seventeen, of the official plan and book of reference for the parish of Sainte Thécle, range A.

2. A farm situate in the parish of Sainte Thécle, in range B south, known and designated as being part of lot number seventy five (p. 75), of the official plan and book of reference of the aforesaid cadastre, measuring one arpent and a half in front by thirty three arpents in depth, more or less ; bounded in front by the Lake, in depth by the lands of Saint Georges range, adjoining on one

côté au nord-est à Joseph St. Arnaud, et de l'autre côté à Philippe Cloutier—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3° Un terrain situé en la dite paroisse de Sainte-Thécle, dans le rang B sud, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro soixante et quinze (p. 75) du susdit cadastre, contenant environ un demi arpent de front sur la profondeur qu'il peut y avoir dans les bornes suivantes : en front par le nord, au chemin public, en profondeur par la première coulée qui se rencontre en arrière des bâtisses, d'un côté à Philippe Cloutier, et de l'autre côté au terrain ci-dessus désigné.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Thécle, le HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 2 juin 1913. 2337-2
[Première publication, 7 juin 1913].

side, on the north east, to Joseph St. Arnaud, and on the other side to Philippe Cloutier—with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

3. A lot of land situate in the said parish of Sainte Thecle, in range B south, known and designated as being part of lot number seventy five (p. 75), of the aforesaid cadastre measuring about one half arpent in front by the depth which may be contained within the following limits : in front on the north by the public road, in depth by the first "coulée" in the rear of the buildings, on one side by Philippe Cloutier, and on the other side by the above described lot of land.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Thecle, on the EIGHTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 2nd June, 1913. 2338
[First published, 7th June, 1913.]

Nomination

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 25 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de nommer conseil en loi du roi, par commission sous le grand sceau de la province, M. C. A. Guertin, avocat, Montréal, district de Montréal. 2667

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 25th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint King's Counsel, by commission under the great seal of the province, Mr. C. A. Guertin, advocate, Montreal, district of Montreal. 2668

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET DES PÊCHERIES.

Ordonnance pour fermeture d'une route sur le lot No 1 du 5ème rang de Saint Elie de Caxton, dans le comté de Saint Maurice.

Attendu que les contribuables de la paroisse de Saint Elie de Caxton, dans le comté de Saint Maurice, par une requête, demandant la permission de fermer la route sur le lot No 1 du 5ème rang du canton Caxton, l'original de la dite requête ayant été déposé dans les archives du Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, sous le No 4596 des lettres reçues pour l'année 1913.

Attendu que la raison alléguée à l'appui de la dite demande est que cette route n'est d'aucune utilité pour la paroisse.

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu de l'article 2065 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, cette route ne peut être fermée sans une ordonnance du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés.

En conséquence, pour me conformer au désir des contribuables de la paroisse de Saint-Elie de Caxton, canton Caxton, comté de Saint Maurice, en ma qualité de Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, par interim, j'autorise la fermeture du chemin ci-dessus mentionné, et ordonne que le terrain qu'elle occupe, retourne à leurs anciens propriétaires ou successeurs.

S. DUFAULT,

Sous Ministre de la Colonisation, des
Mines et des Pêcheries.

Québec, 25 juin 1913. 2687

Government Notice

DEPARTMENT OF COLONIZATION, MINES AND FISHERIES

Order for the closing of a by-road on lot No. 1, of the 5th range of Saint-Elie-de-Caxton, county of Saint Maurice.

Whereas the ratepayers of the parish of Saint-Elie-de-Caxton, in the county of Saint Maurice, have, by petition, asked for the permission to close the by-road on lot No. 1 of the 5th range of the township of Caxton, the original of the said petition having been deposited in the archives of the Department of Colonization, Mines and Fisheries, under the No. 4596 of letters received for the year 1913.

Whereas the reason set forth in support of the said petition is that the said by-road if of no use for the parish.

Whereas there is sufficient cause for the granting of the said petition and in virtue of art. 2065 revised statutes of the Province of Quebec, 1909, this by-road cannot be closed without an order from the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, government money having been spent thereon.

Therefore, to comply with the desire of the ratepayers of the parish of Saint-Elie-de-Caxton, township Caxton, county of Saint Maurice, in my quality of Minister of Colonization, Mines and Fisheries, per interim, I do authorize the closing of the above mentioned by-road, and do order that the lands it occupies, shall revert to the former proprietors or successor.

S. DUFAULT,

Deputy Minister of Colonization,
Mines and Fisheries.

Québec, 25th June, 1913. 2688

30 JUIN 1913

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, la Foudre et le Vent de la paroisse de Saint-Raphaël", ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chap. III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, autorisée par le paragraphe VI de la dite section, peut légalement transiger, en rapport avec le genre d'affaires mentionnées dans leur déclaration à l'inspecteur.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce vingt-cinquième jour de juin 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

2689

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 26 juin 1913.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, en Conseil.

Attendu qu'il y a lieu d'assimiler les dépôts et les avis requis lors d'une vente par licitation, ou lots d'une ratification de titres, aux dépôts et aux avis requis lors d'une vente par le shérif.

Il est ordonné que sous l'autorité de l'article 7520 des statuts refondus de Québec, 1909, l'item 7 du tarif des honoraires des régistrars de la province de Québec, tel que remplacé par l'arrêté en conseil du 19 mai 1906, publié à la page 962 de la "Gazette Officielle de Québec", 1906, soit amendé :

(a) En remplaçant le premier alinéa par le suivant :

7 Pour le dépôt, les avis et les entrées s'y rapportant requis par l'article 7519 des statuts refondus de Québec, 1909, l'article 5843 des statuts refondus de Québec, 1888, tel qu'amendé par la loi 5 Ed. VII, ch. 30, sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, (articles 2161a à 2161-1 du code civil, et les articles 719, 1049a et 1069a du code de procédure civile, (ces deux derniers tels que remplacés par la loi 5 Ed. VII, ch. 30, sections 8 et 9).

(b) En retranchant les mots "par le shérif" dans l'avant dernier alinéa.

WM LEARMONTH,

2395

Greffier Conseil Exécutif, Intérimaire.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Athanase Pérusse, Adolphe Pérusse, tous deux marchands, Charles Dufresne, menuisier, Joseph Lacroix, mesureur de bois, tous de Trois-Rivières, et Aug. Lemire, agent, de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce de provisions, grains, foin généralement tous les produits de la ferme ;

Faire le commerce d'épicerie en général et tous les effets de commerce compris dans l'épicerie ;

Faire le commerce d'épicerie en gros et en détail ;

Prendre des agences pour le commerce de grains, provisions, épicerie en général et en établir ;

Acheter, vendre, échanger toutes propriétés mobilières et immobilières ;

Faire le commerce d'immeubles en général ;

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, la Foudre et le Vent de la paroisse de Saint-Raphaël", has been established in conformity with articles 6886 and following : parag. VI, section XXII, chap. III, title XI, of the revised statutes of Québec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual insurance company against fire, lightning and wind, authorized by paragraph VI of the said section, may lawfully do in respect to the kind of business mentioned in their statement to the inspector.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty fifth day of June, 1913.

For the treasurer of the province of Québec

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

2690

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 26th June, 1913.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas it is expedient to assimilate the deposits and notices required at the time of a sale by licitation, or at the time of a confirmation of title, to the deposits and notices required at the time of a sale by the sheriff.

It is ordered that under the authority of article 7520 of the revised statutes of Québec, 1909, item 7 of the tariff of fees of the registrars of the province of Québec, as replaced by the order in council of the 19th May, 1906, published on page 962 of the "Québec Official Gazette", 1906, be amended :

(a) By replacing the first paragraph thereof by the following :

7. For the deposit, notices and entries relating thereto required by article 7519 of the revised statutes of Québec, 1909, art. 5843, of the revised statutes of Québec, 1888, as amended by Act 5, Ed. VII, ch. 30, sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, (articles 2161a to 2161-1 of the civil code), and articles 719, 1049a and 1069a of the code of civil procedure, (these two last articles as replaced by Act V, Ed. VII, ch. 30, sections 8 and 9)

(b) By striking out the words "by the sheriff" in the second last paragraph thereof.

WM. LEARMONTH,

2696

Acting Clerk of the Executive Council.

Public notice is hereby given that, under the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the nineteenth day of June, 1913, incorporating Messrs. Athanase Pérusse, Adolphe Pérusse, merchants, Charles Dufresne, joiner, Joseph Lacroix, lumber culler, all of Three Rivers, and Aug. Lemire, agent, of Montreal, for the following purposes :

To deal in provisions, grain, hay and generally in all farm produce ;

To carry on a general grocery business and deal in all goods included in the said business ;

To carry on a wholesale and retail grocery business ;

To take and establish agencies for trading in grain, provisions, groceries in general ;

To purchase, sell, exchange any moveable and immoveable properties ;

To generally deal in real estate ;

S'amalgamer avec toutes autres compagnies ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Acheter des actions d'autres compagnies et les vendre ;

Vendre des actions d'autres compagnies et les racheter ;

Emprunter des capitaux par billets, obligations, hypothèques, débetures ou sur toute autre garantie convenable, sous le nom de "Le Marché Populaire, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2641 Sous secrétaire de la province.

To amalgamate with any other companies having the same objects as this company ;

To purchase shares in other companies and sell the same ;

To sell shares in other companies and buy the same ;

To borrow money on notes, obligations, hypothecs, debentures or any other suitable security, under the name of "Le Marché Populaire Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00 divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2642 Deputy Provincial Secretary.

Avis Divers

Cour Supérieure.
No 1640.

Le 24ième jour de juin 1913, Anna Poiré, de Québec, épouse de Adjutor Vallerand, du même lieu, tailleur, a institué une action en séparation de biens.

DROUIN, DROUIN, SEVIGNY,
DROUIN & GRENIER,

2683 Procureurs de la demanderesse.

Miscellaneous Notices

Superior Court.
No. 1640.

On the 24th June, 1913, Anna Poiré, of Quebec, wife of Adjutor Vallerand, of the same place, tailor, has instituted an action for "séparation de biens".

DROUIN, DROUIN, SEVIGNY,
DROUIN & GRENIER,

2684 Attorneys of plaintiff.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 590.

Dans l'affaire de Jos. Darveau, commerçant, faisant aussi affaires sous la raison sociale du Magasin du Progrès, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, qu'il sera sujet à objection jusqu'au 14 juillet 1913, alors qu'il sera payable à nos bureaux.

LA RUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Bureaux : Edifice "Dominion",
126, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 26 juin 1913.

2681

District de Rimouski.

Re E. S. Bélanger & Fils, Pointe-au-Père,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 14 Juillet 1913, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 25 juin 1913.

2685

Province of Québec, }
District of Québec } *Superior Court*
No. 590

In the matter of Jos. Darveau, cattle dealer, also doing business under the firm name of "Magasin du Progrès," Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that a second and final dividend sheet has been prepared in this matter, that it will remain opened to objection until 14th July, 1913, when it will be payable at our offices.

LA RUE & TRUDEL,
Liquidators.

Offices : Dominion Building,
126, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 26th June, 1913.

2682

District of Rimouski.

Re E. S. Bélanger & Fils, Pointe-au-Père,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 14th July, 1913, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 25th June, 1913.

2686

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }
 Dans l'affaire de A. P. Cimon Shoe Mfg. Co., Limited, En liquidation.
 Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le 22^e jour de juillet 1913

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 26 juin 1913.

2693

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 In the matter of A. P. Cimon Shoe Mfg. Co., Limited, In liquidation.
 Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on or after the 22nd day of July, 1913.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
 Montreal, 26th June, 1913.

2694

Index de la Gazette Officielle de Québec No 26

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Dwyer vs Savage.....	1398
" Fisette vs Vachon.....	1398
" Garmaise vs Rosen.....	1397
" Hoare vs Stephen.....	1396
" Hurtubise vs Proulx.....	1396
" Landry vs Beliveau.....	1396
" Lavallée vs Laliberté.....	1398
" Letourneau vs Bernard.....	1397

AGRICULTURE :—Société de :—Société Coopérative
 Agricole de la paroisse des Trois-Rivières, 1385.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc.
 1383.

ARRÊTÉ EN CONSEIL :—L'item 7 du tarif des hono-
 raires des registrateurs, amendé, 1415. ;

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—La Cie d'as-
 surance contre le feu, la foudre, le vent, de la
 paroisse de Saint-Raphaël, 1415 ; L'Associa-
 tion de Prévoyance et de Secours Mutuels des
 Bouchers de Montréal, 1385 ; " The Canadian
 Surety Coy ", 1385

AVIS :—Demande d'ériger en municipalité de ville
 la municipalité du village de la Baie Saint-
 Paul, 1402.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—
 Assemblée législative, 1393 ; Conseil légis-
 latif, 1392.

EXAMEN, BARREAU :—Arthabaska, 1300 ; Bedford,
 1399 ; Montréal, 1399 ; Ottawa, 1399 ; Québec,
 1400 ; Québec, 1361 ; Saint-François, 1400.

EXAMEN :—Bureau des Examineurs des Mesu-
 reurs de Bois, 1392.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Anderson.....	1401
A. P. Cimon Shoe Mfg Coy.....	1417
Bélanger.....	1416
Bernard & Frère.....	1401
Darveau.....	1416
Fontaine.....	1402

LETTERS PATENT :—

Agence Générale d'Assurance ltée.....	1387
Cie de Publication du Bulletin de la Ferme..	1388
Dupuis & Poirier, Incorporé.....	1386
La Cie Générale d'Immeubles, ltée.....	1387

Index of the Quebec Official Gazette, No. 26

ACTIONS EN SEPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Mailhot vs Hamel.....	1396
" Maranzzan vs D'Ambrosio.....	1397
" McCanna vs Hill.....	1397
" Payette dit St-Amour vs Morel.....	1397
" Poiré vs Vallerand.....	1416
" Whissell vs Picard.....	1396
" Yampolky vs Wener.....	1397

AGRICULTURAL SOCIETY :—Parish of Three Rivers
 Cooperative Agricultural Society, 1385.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices,
 etc, 1383.

ORDER IN COUNCIL :—Item 7 of the tariff of fees
 of the registrars, amended, 1415.

ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY :—La Cie d'as-
 surance contre le feu, la foudre, le vent, de la
 paroisse de Saint Raphaël, 1415 ; " L'Associa-
 tion de Prévoyance de Secours Mutuels des
 Bouchers de Montréal ", 1385 ; The Canadian
 Surety Coy, 1385.

NOTICE :—Application to erect into village municipi-
 tality, the municipality of the village of Baie
 Saint Paul, 1402.

PRIVATE BILLS, P.Q. :—Notices respecting the :—
 Legislative Assembly, 1393 ; Legislative Coun-
 cil, 1392.

EXAMINATION :—BAR :—Arthabaska, 1300 ; Bed-
 ford, 1399 ; Montreal, 1399 ; Ottawa, 1399 ;
 Quebec, 1400 ; Quebec, 1361 ; Saint Francis,
 1400.

EXAMINATION :—Board of Examiners of Cullers,
 1392.

FAILLIS —INSOLVENTS

Hamel.....	1401
Murphy Bros.....	1402
Roy & Boyer.....	1402
Simard & Frère.....	1400
St. Amour & Vandellac.....	1401
The Vacuna Coy, ltd.....	1401

LETTERS PATENT :—

Le Marché Populaire, ltée.....	1415
N. E. Clément & Cie, ltée.....	1390
Silverzone Chemical Coy, ltd.....	1390

LETTERES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—The Montreal Reform Club, incorporated, 1391.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Mont-Mars, 1384 ; Notre-Dame des Quinze 1384 ; Saint-Bernardin de Montréal, 1385 ; Saint-Donat, 1385.

NOMINATIONS :—

Conseil municipal :—Saint-Louis de Blandford, 1383.

Coroner Conjoint :—District Kamouraska, 1383.

Conseil en Loi du Roi :—A. Guertin, 1414.

Juge de paix :—District de Saint-François, 1383.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :—Louis Jos. Jodoin, 1335.

ORDRE DE COUR :—Ouellet et al vs Bernier, 1404.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1384.

ROUTE, FERMETURE DE :—Saint-Elie de Caxton, 1414.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA :—Ferland et al vs Roy, 1404.

BEAUCHE :—Brousseau (Dme) vs Fortin, 1404.

CHICOUTIMI :—La Banque Nationale de Roberval vs Dame Potvin, 1405 ; Ouellette vs Tremblay et al, 1405.

JOLIETTE :—Gratton vs Gaudrault, 1406.

KAMOURASKA :—Asselin vs Chassé, 1407 ; Dextradeur vs Michaud, 1406.

MONTREAL :—Dme Bouchard vs Chaussé, 1407 ; Denis vs Dme Sauvé, 1407.

OTTAWA :—Laurin vs Deguire dit Larose, 1409 ; Leblond vs Larivière, 1408 ; Verdun et uxor vs Delorme, 1408.

QUÉBEC :—Hamelin vs Gariépy, 1409 ; Jenois vs Cantin, 1410 ; La Cité de Québec vs Morel, 1410.

RIMOUSKI :—Castonguay vs Minville, 1410.

ROBERVAL :—Dechêne vs Gagnon, 1411 ; Garon vs Larouche, 1411.

SAINT-FRANÇOIS :—Beaudry vs Lemay, 1412 ; Chagnon vs Chagnon, 1413 ; Ouellette vs Fouché, 1413.

TROIS-RIVIÈRES :—Cameron Adams vs Groleau, 1413.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—The Montreal Reform Club, incorporated, 1391.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Mont-Mars, 1384 ; Notre-Dame des Quinze, 1384 ; Saint-Bernardin de Montréal, 1385 ; Saint Donat, 1385.

APPOINTMENTS :—

Municipal Council :—Saint-Louis de Blandford, 1383.

Joint Coroner :—District Kamouraska, 1383.

King's Council :—A. Guertin, 1414.

Justice of the peace :—District of Saint Francis, 1383.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—Louis Jos. Jodoin, 1335.

ORDER OF COURT :—Ouellet et al vs Bernier, 1404.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1384.

ROAD, CLOSING OF :—Saint Elie de Caxton, 1414.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Ferland et al vs Roy, 1404.

BEAUCHE :—Brousseau (Dme) vs Fortin, 1404.

CHICOUTIMI :—La Banque Nationale de Roberval vs Dame Potvin, 1405 ; Ouellette vs Tremblay et al, 1405.

JOLIETTE :—Gratton vs Gaudrault, 1406.

KAMOURASKA :—Asselin vs Chassé, 1407 ; Dextradeur vs Michaud, 1406.

MONTREAL :—Dme Bouchard vs Chaussé, 1407 ; Denis vs Dme Sauvé, 1407.

OTTAWA :—Laurin vs Deguire dit Larose, 1409 ; Leblond vs Larivière, 1408 ; Verdun et uxor vs Delorme, 1408.

QUÉBEC :—Hamelin vs Gariépy, 1409 ; Jenois vs Cantin, 1410 ; The City of Quebec vs Morel, 1410.

RIMOUSKI :—Castonguay vs Minville, 1410.

ROBERVAL :—Dechêne vs Gagnon, 1411 ; Garon vs Larouche, 1411.

SAINT-FRANCIS :—Beaudry vs Lemay, 1412 ; Chagnon vs Chagnon, 1413 ; Ouellette vs Fouché, 1413.

THREE RIVERS :—Cameron Adams vs Groleau, 1413.

QUÉBEC :—Imprimé par E.-E. Cinq-Mars, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC :—Printed by E.-E. Cinq-Mars, Printer to His Most Excellent Majesty the King.

30 JUIN 1913

30 JUN 1913